



N° 2017-10

Publié le : 4 octobre 2017

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME

*Le contenu intégral des actes et des délibérations peut être consulté sur demande auprès du groupement de
l'Administration générale et des affaires juridiques*

*Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime
6 rue du verger CS
40078
76192 Yvetot Cedex www.sdis76.fr*



**ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**ARRETE DE MADAME LA PREFETE DE LA REGION NORMANDIE,
PREFETE DE LA SEINE-MARITIME**

**SOMMAIRE DES DELIBERATIONS
DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
Réunion du 6 septembre 2017**



SOMMAIRE DES ARRETES DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N°	DATE	Service instructeur	Titre
2017/GAP-3608	03/07/17	GEAC	Arrêté portant tableau d'avancement au grade d'agent de maîtrise principal
2017/GAP-3609	03/07/17	GEAC	Arrêté portant tableau d'avancement au grade d'adjoint administrative principal de 1ère classe
2017/GAP-3622	03/07/17	GEAC	Arrêté portant tableau d'avancement au grade de rédacteur principal de 2ème classe
2017/GAP-4233	15/09/17	GEAC	Arrêté portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier (VSUNR) au chef du centre départemental de formation

SOMMAIRE DES ARRETES DE MADAME LA PREFETE DE LA REGION NORMANDIE, PREFETE DE LA SEINE-MARITIME

17-111	25/08/17	GOP	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité "groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux" mise à jour du mois d'août 2017
17-112	25/08/17	GOP	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité "sauvetage déblaiement" mise à jour du mois d'août 2017
17-113	25/08/17	GOP	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité "interventions à bord des navires" mise à jour du mois d'août 2017
17-114	25/08/17	GOP	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité "sauvetage aquatique" mise à jour du mois d'août 2017
17-115	25/08/17	GOP	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité "interventions, secours et sécurité en milieu aquatique et hyperbare" mise à jour du mois d'août 2017
17-116	25/08/17	GOP	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité "risques chimiques et biologiques" mise à jour du mois d'août 2017
17-117	25/08/17	GOP	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité "risques radiologiques" mise à jour du mois d'août 2017
17-118	25/08/17	GOP	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la chaîne de commandement, mise à jour du mois d'août 2017
17-119	25/08/17	GOP	Arrêté fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité "prévention" mise à jour du mois d'août 2017



SOMMAIRE DES DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance	N°	Service instructeur	Titre
06/09/17	2017-BCA-56	GEAC	Modification du tableau des emplois budgétaires et autorisation à recourir à des transformations de postes budgétaires
06/09/17	2017-BCA-57	GAGAJ	Autorisation au Président pour la mise en oeuvre de la protection fonctionnelle et l'accompagnement d'un agent du Sdis 76
06/09/17	2017-BCA-59	GEAC	Demande de renouvellement d'habilitation de formations des jeunes sapeurs-pompiers – Udsp 76/Sdis 76
06/09/17	2017-BCA-60	GEAC	Convention de partenariat d'analyse et de formation Insa/Sdis 76
06/09/17	2017-BCA-61	GEAC	Convention de formation Sdis 53/Sdis 76
06/09/17	2017-BCA-62	GOP	Convention de mise à disposition de moyens de prélèvement de gaz/vapeurs entre Atmo-Normandie et le Sdis 76
06/09/17	2017-BCA-63	BVOL	Convention de mise en œuvre de la journée défense et citoyenneté au Cis Gournay-en-Bray
06/09/17	2017-BCA-64	GSI	Déclaration cnil – Système de pointage
06/09/17	2017-BCA-65	GT	Dons d'effets d'habillement au secours populaire
06/09/17	2017-BCA-66	GFCP	Sortie de l'actif – Vente de matériels
06/09/17	2017-BCA-67	GAGAJ	Centre d'incendie et de secours de Duclair – Point d'étape



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

A R R E T E N° 2017 / GAP - 3608
portant tableau d'avancement au grade
d'agent de maîtrise principal

Le Président du Conseil d'Administration
du Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Vu:

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 17,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 79 et 80,
- le décret n° 88-547 du 6 mai 1988 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté n° 2017/AGAJ-019 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 22 mars 2017 portant délégation de signature au colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, directeur départemental,

Considérant l'avis de la commission administrative paritaire du centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine-Maritime en date du 9 juin 2017,

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Le tableau annuel d'avancement au grade d'agent de maîtrise principal est fixé comme suit pour l'année 2017 :

NOM - Prénom	Situation actuelle	Date d'effet de l'avancement
DAGUENET Fabien	Agent de maîtrise (6 ^{ème} échelon)	01/07/2017
MENARD Jacques	Agent de maîtrise (7 ^{ème} échelon)	01/07/2017
GRANDSIRE Christian	Agent de maîtrise (11 ^{ème} échelon)	01/12/2017

ARTICLE 2^e : Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Président du centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine-Maritime.

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental,

Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE

Yvetot, le 3 JUIL. 2017

ARRÊTÉ N° 2017 / GAP – 3609
portant tableau d'avancement au grade
d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe

**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Vu:

- le code général des collectivités territoriales,
 - la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 17,
 - la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 79 et 80,
 - le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux,
 - l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
 - l'arrêté n° 2017/AGAJ-019 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 22 mars 2017 portant délégation de signature au colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, directeur départemental,
- Considérant l'avis de la commission administrative paritaire du centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine-Maritime en date du 9 juin 2017,
Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

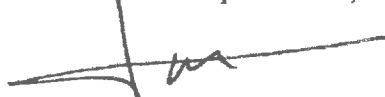
ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Le tableau annuel d'avancement au grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe est fixé comme suit pour l'année 2017 :

NOM - Prénom	Situation actuelle	Date d'effet de l'avancement
DELAROCHE Mélanie	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe (7 ^{ème} échelon)	01/07/2017
SAMSON Aurélie	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe (7 ^{ème} échelon)	01/07/2017
RIDARD Armelle	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe (10 ^{ème} échelon)	01/07/2017
FENESTRE Corinne	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe (10 ^{ème} échelon)	01/07/2017
SOUDRY JOCHIMSEN Jérôme	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe (11 ^{ème} échelon)	01/07/2017

ARTICLE 2^e : Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Président du centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine-Maritime.

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental,



Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

Yvetot, le **3 JUIL. 2017**

**ARRETE N° 2017 / GAP – 3622
portant tableau d'avancement au grade
de rédacteur principal de 2^{ème} classe**

Le Président du Conseil d'Administration
du Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Vu:

- le code général des collectivités territoriales,
 - la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 17,
 - la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 79 et 80,
 - le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,
 - l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
 - l'arrêté n° 2017/AGAJ-019 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 22 mars 2017 portant délégation de signature au colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, directeur départemental,
- Considérant l'avis de la commission administrative paritaire du centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine-Maritime en date du 9 juin 2017,
Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

ARRETE

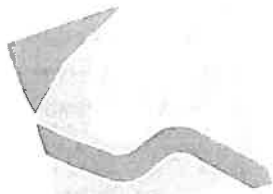
ARTICLE 1^{er} : Le tableau annuel d'avancement au grade de rédacteur principal de 2^{ème} classe est fixé comme suit pour l'année 2017 :

NOM - Prénom	Situation actuelle	Date d'effet de l'avancement
HAMADACHE Sonia	Rédacteur (6 ^{ème} échelon)	01/07/2017
GINFRAY Laëtitia	Rédacteur (6 ^{ème} échelon)	01/07/2017

ARTICLE 2^e : Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Président du centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine-Maritime.

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental,

Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

ARRETE N° 2017/GAP-4233
portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier
(VSUNR)
au chef du centre départemental de formation

Le Président du Conseil d'administration du
Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

Vu

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- la circulaire n° 97-4 du 05 mai 1997 relative aux conditions d'utilisation des véhicules de service et des véhicules personnels des agents, à l'occasion du service,
- le règlement intérieur du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime et notamment en son titre 7,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté n° 2015/GAP-3206 en date du 7 octobre 2015 de Monsieur le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime portant attribution d'un véhicule de service à usage non régulier, à Madame LEFORT Blandine, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels,
- l'arrêté n° 2017/AGAJ-020 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 22 mars 2017, portant délégation de signature au colonel hors classe Marc VITALBO, directeur départemental adjoint,
- l'arrêté conjoint n° 2017/GAP-3076 en date du 9 juin 2017 de Monsieur le Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime portant changement d'affectation de Madame LEFORT Blandine, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, en qualité de chef du centre départemental de formation, à compter du 1^{er} juin 2017,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

En raison des nécessités de service et des exigences liées à l'exercice des fonctions de chef du centre départemental de formation, il est attribué un véhicule de service à usage non régulier à Madame **LEFORT Blandine**, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels.

Madame **LEFORT Blandine**, capitaine de sapeurs-pompiers professionnels, est autorisée à utiliser le véhicule Renault Clio 3 immatriculé 5971 XQ 76 dans le cadre des missions du service sur le département de la Seine-Maritime, avec autorisation de remisage à domicile situé au 10 rue Cacheleu – 76560 DOUDEVILLE.

ARTICLE 2^e :

Cette autorisation est subordonnée à la détention d'un permis de conduire en cours de validité. L'agent transmet copie de son permis de conduire au groupement Emplois, activités et compétences.

En matière de contravention ou de délit consécutif à une infraction routière, l'agent conducteur assume personnellement les suites pénales. L'agent s'acquitte des amendes et assume les sanctions infligées au titre du retrait de points, suspension ou retrait du permis de conduire.

ARTICLE 3^e :

L'agent s'engage à remiser le véhicule de service à usage non régulier affecté sur un emplacement de stationnement autorisé.

Pendant le remisage à domicile, l'agent est personnellement responsable de tous vols et de toutes dégradations sauf à établir la tentative d'effraction ou l'effraction. Ainsi, l'agent prendra toutes les dispositions auprès des autorités de police ou de gendarmerie pour déposer plainte et transmettre le récépissé de la plainte au service des affaires juridiques, groupement de l'Administration générale et des affaires juridiques.

De plus, l'agent prend les dispositions nécessaires auprès de son assureur personnel pour assurer le véhicule dans le cadre du remisage à domicile et transmettra une attestation d'assurance au groupement Emplois, activités et compétences.

ARTICLE 4^e :

Les conditions d'utilisation du véhicule de service à usage non régulier affecté à titre personnel, sont énoncées dans le règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, notamment en son titre 7.

Il est rappelé que le véhicule mis à disposition par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est destiné aux seuls besoins du service et ne doit faire l'objet d'aucun usage à des fins personnelles (déplacements privés, week-end, vacances etc.). Sauf autorisation particulière du Directeur départemental, seuls les agents du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, dans l'unique cadre de l'exercice de leurs missions, sont autorisés à prendre place dans le véhicule.

ARTICLE 5^e :

L'autorisation d'usage non régulier d'un véhicule de service donnée par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est révocable à tout moment et prendra fin automatiquement :

- dans le cas où l'agent cessera de remplir les fonctions justifiant de l'octroi d'un véhicule de service affecté à titre personnel ;
- si l'agent ne respecte pas les dispositions du présent arrêté et du règlement intérieur du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, sans préjuger des suites disciplinaires ;
- si l'agent commet une faute personnelle (dans ou en dehors de l'exercice de ses fonctions) pour laquelle il est reconnu pénalement responsable ;
- en cas de retrait de permis.

ARTICLE 6^e :

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 2015/GAP-3206 en date du 7 octobre 2015.

ARTICLE 7^e :

Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté. Celui-ci sera affiché, notifié et publié au recueil des actes administratifs du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

ARTICLE 8^e :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification au destinataire, en application de l'article R 421-1 du CJA.

L'agent atteste avoir pris connaissance des dispositions du présent arrêté ainsi que du règlement intérieur.

LEFORT Blandine

Signature

Date

Yvetot, le

15 SEP. 2017

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental adjoint,

Colonel hors-classe Marc VITALBO

Arrêté inséré au recueil des actes administratifs n°

du mois de :

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° 17-111 du 25 AOUT 2017

fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux », mise à jour du mois d'août 2017.

La préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R 1424-52,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- l'arrêté du 18 août 1999 fixant le guide national de référence relatif au « groupe de reconnaissance et d'intervention en milieu périlleux »,
- l'arrêté préfectoral n°17-08 du 10 février 2017 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à participer aux opérations de reconnaissance et de sauvetage en milieu périlleux au titre de l'année 2017,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms figurent dans l'annexe jointe sont déclarés aptes, au titre de l'année 2017, à participer aux opérations de reconnaissance et de sauvetage en milieu périlleux.

Article 2 : L'aptitude opérationnelle peut être retirée compte tenu notamment d'une inaptitude médicale.

Article 3 : L'arrêté préfectoral n°17-08 du 10 février 2017 est abrogé.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, les Chefs de groupement et les Chefs de centre sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

La préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

Yvan CORDIER

GROUPE DE RECONNAISSANCE ET D'INTERVENTION EN MILIEU PERILLEUX

CONSEILLER TECHNIQUE DÉPARTEMENTAL				SH
1	LE HAVRE NORD	LE FICHANT	YOHANN	

CONSEILLER TECHNIQUE DÉPARTEMENTAL ADJOINT				SH
1	LE HAVRE-NORD	AMELINE	FREDERIC	<i>oui</i>

CHEF D'UNITÉ - IMP 3				SH
1	BARENTIN	POUSSET	SEBASTIEN	
2	CANTELEU	DUCHESNE-PETAUT	JEROME	
3	DIEPPE	DENIS	MATTHIEU	
4	DIEPPE	GRANDSIRE	JEREMIE	
5	DIEPPE	LEGRAS	JACQUES	
6	DIEPPE	SELLIER	NICOLAS	
7	GAMBETTA	GIFFARD	JULIEN	
8	GAMBETTA	LEQUEN	VINCENT	
9	GAMBETTA	MOUCHEL	THOMAS	
10	GAMBETTA	PATON	NICOLAS	
11	GAMBETTA	TASSERIE	VINCENT	
12	LE HAVRE-NORD	CAVELIER	BENOIT	<i>oui</i>
13	LE HAVRE-NORD	DEMEILLERS	ANTHONY	<i>oui</i>
14	LE HAVRE-NORD	LENOIR	STEPHANE	<i>oui</i>

SAUVETEUR - IMP 2				SH
1	DIEPPE	BACHELET	EMILIE	
2	DIEPPE	CREVIER	LUDOVIC	
3	DIEPPE	GIBASSIER	MATHIEU	
4	DIEPPE	SMET	FLAVIEN	
5	GAMBETTA	ASTIC	MEHDI	
6	GAMBETTA	CATE	JULIEN	
7	GAMBETTA	DELAPORTE	JEROME	
8	GAMBETTA	DESPRES	LUDIVINE	
9	GAMBETTA	DUVAL	CEDRIC	
10	GAMBETTA	DUVAL	HELENE	
11	GAMBETTA	GUILLOT	DAMIEN	
12	GAMBETTA	LECOQ	YANN	
13	GAMBETTA	LEFRANCOIS	JEAN-MICHEL	
14	GAMBETTA	LESCAROUX	QUENTIN	
15	GAMBETTA	LESUEUR	CHRISTOPHE	
16	GAMBETTA	LOT	CYRILLE	

SH : Qualifié sauveteur hélicopté

GROUPE DE RECONNAISSANCE ET D'INTERVENTION
EN MILIEU PERILLEUX

SAUVETEUR - IMP 2 (suite)				SH
17	GAMBETTA	MARTINE	CEDRIC	
18	GAMBETTA	RICHARD	DIDIER	
19	GAMBETTA	TOSTAIN	MANUEL	
20	GAMBETTA	VANDIER	CYRIL	
21	GAMBETTA	VAXELAIRE	ALARIK	
22	LE HAVRE-NORD	BARBIER	EDOUARD	
23	LE HAVRE-NORD	BOULET	THOMAS	<i>oui</i>
24	LE HAVRE-NORD	DUCREUX	ROMAIN	<i>oui</i>
25	LE HAVRE-NORD	DUPRE	SYLVAIN	<i>oui</i>
26	LE HAVRE-NORD	FRADET	NICOLAS	
27	LE HAVRE-NORD	GASSE	SEBASTIEN	<i>oui</i>
28	LE HAVRE-NORD	GREGOIRE	CHRISTOPHE	<i>oui</i>
29	LE HAVRE-NORD	GUILLEMOT	JUDICAEL	<i>oui</i>
30	LE HAVRE-NORD	LE DREZEN	LOIC	<i>oui</i>
31	LE HAVRE-NORD	LEAL	ANAIIS	<i>oui</i>
32	LE HAVRE-NORD	MADON	EMILIEN	<i>oui</i>
33	LE HAVRE-NORD	MONET	ARNAUD	<i>oui</i>
34	LE HAVRE-NORD	PECQUERI	DAVID	<i>oui</i>
35	LE HAVRE-NORD	RINNA	VINCENT	<i>oui</i>
36	LE HAVRE-NORD	SICCARD	ALEXANDRE	
37	LES PRES-SALES	LEVILLAIN	FREDERIC	
38	LES PRES-SALES	RYCKEBUSCH	STEPHANE	

SH : Qualifié sauveteur hélicopté

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° **17-112** du **25 AOUT 2017**

fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « sauvetage déblaiement »,
mise à jour du mois d'août 2017.

La préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R 1424-52,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- l'arrêté du 08 avril 2003 fixant le guide national de référence relatif au « sauvetage déblaiement »,
- l'arrêté préfectoral n°17-13 du 10 février 2017 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à participer aux opérations de sauvetage déblaiement au titre de l'année 2017,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms figurent dans l'annexe jointe sont déclarés aptes, au titre de l'année 2017, à participer aux opérations de sauvetage déblaiement.

Article 2 : L'aptitude opérationnelle peut être retirée compte tenu notamment d'une inaptitude médicale.

Article 3 : L'arrêté préfectoral n°17-13 du 10 février 2017 est abrogé.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, les Chefs de groupement, les Chefs de centre et le Conseiller technique départemental sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

La préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

Yvan CORDIER

SAUVETAGE - DEBLAIEMENT

CONSEILLER TECHNIQUE DÉPARTEMENTAL			
1	DIRECTION	KOPYLA	EDDY

CONSEILLER TECHNIQUE DÉPARTEMENTAL ADJOINT			
1	CRIQUETOT-L'ESNEVAL	MILAN	GILBERT

CONSEILLER TECHNIQUE - SDE 3			
1	GROUPEMENT SUD	ROYER	JEAN-MARIE

CHEF DE SECTION - SDE 3			
1	DIRECTION	SCHERZER	FRANÇOIS

CHEF D'UNITÉ - SDE 2			
1	BARENTIN	CAUMONT	JEAN-CHARLES
2	CANTELEU	COWLEY	GAETAN
3	CANTELEU	DROUET	MICHAEL
4	CANTELEU	LOQUIN	ARNAUD
5	CANTELEU	LUCAS	SEBASTIEN
6	CANTELEU	MELLIER	VINCENT
7	CANTELEU	PICARD	JEROME
8	CANTELEU	PLANQUAIS	CHRISTOPHE
9	CANTELEU	TAFFOREAU	JEAN-CHRISTIAN
10	DIRECTION	NABAIS	JOACKIM
11	DIRECTION	TALON	ERICK
12	ELBEUF	LEBORGNE	CEDRIC
13	FECAMP	BUQUET	VINCENT
14	FECAMP	HOUARD	PATRICK
15	FECAMP	MONVILLE	ALAIN
16	LILLEBONNE	DELAUNAY	PHILIPPE
17	NEUFCHATEL-EN-BRAY	HAUDELIN	OLIVIER
18	NEUFCHATEL-EN-BRAY	WAWRZYNIAK	MARC
19	ROUEN-SUD	GLASSET	PHILIPPE
20	ROUEN-SUD	LUCOT	LAURENT
21	ROUEN-SUD	SAILLY	JOHAN
22	SAINT-VALERY-EN-CAUX	VIOGNE	ARNAUD
23	SOTTEVILLE-LES-ROUEN	DOURVILLE	THOMAS
24	SOTTEVILLE-LES-ROUEN	MERCIER	JONATHAN
25	YVETOT	CIVES	NICOLAS
26	YVETOT	DEVERGNES	EMMANUEL

SAUVETAGE - DEBLAIEMENT

SAUVETEUR DÉBLAYEUR - SDE 1			
1	CANTELEU	AICARDO	JONATHAN
2	CANTELEU	ANDRE	DOMINIQUE
3	CANTELEU	BOUGON	STEPHANE
4	CANTELEU	BOUILLER	ALEXIS
5	CANTELEU	BOULANT	EMMANUEL
6	CANTELEU	CHANDELIER	THOMAS
7	CANTELEU	CHAUMIER	FABIEN
8	CANTELEU	CHEVALIER	JOHN
9	CANTELEU	DIENIS	ROMAIN
10	CANTELEU	DOUBLET	JEAN
11	CANTELEU	DUBOIS	AURELIEN
12	CANTELEU	DUCHESNE PETAUT	JEROME
13	CANTELEU	GRISEL	JULIEN
14	CANTELEU	HAPDEY	NICOLAS
15	CANTELEU	HERVE	MATHIEU
16	CANTELEU	JACQUOT	PATRICK
17	CANTELEU	LEBON	VINCENT
18	CANTELEU	LECLERC	MICHAEL
19	CANTELEU	LEMONNIER	GUILLAUME
20	CANTELEU	LESEILLE	ARNAUD
21	CANTELEU	LESUEUR	LAURENT
22	CANTELEU	MAILLET	SYLVAIN
23	CANTELEU	MAOUI	SAMIR
24	CANTELEU	ORANGE	ALLAN
25	CANTELEU	PRUVOST	GUILLAUME
26	CANTELEU	QUESNEY	DAVID
27	CANTELEU	VUYLSTEKE	KARL
28	DIRECTION	JAHIER	STEPHANE
29	FECAMP	BEAUFILS	CHRISTOPHE
30	FECAMP	BELLENGER	ARNAUD
31	FECAMP	BENARD	GUILLAUME
32	FECAMP	BOBEE	JONATHAN
33	FECAMP	DELHAY	YANNICK
34	FECAMP	DURIEUX	NICOLAS
35	FECAMP	HAMEL	NICOLAS
36	FECAMP	LAFFILAY	FLORENT
37	FECAMP	LEFEBVRE	JEREMY-SAMUEL
38	FECAMP	LEJEUNE	ROMUALD
39	FECAMP	LEPILLER	LUDOVIC
40	FECAMP	LHERONDELLE	NICOLAS
41	FECAMP	MAGNAN	LUCILE
42	FECAMP	MANOURY	FABRICE

SAUVETAGE - DEBLAIEMENT

SAUVETEUR DÉBLAYEUR - SDE 1 (suite)			
43	FECAMP	MARCHAND	MATHIEU
44	FECAMP	PREVOST	NICOLAS
45	FECAMP	PRUVEL	MICKAEL
46	FECAMP	VARIN	JOAKIM
47	GOURNAY-EN-BRAY	GRUMETZ	LAURENT
48	NEUFCHATEL-EN-BRAY	BOUCOURT	BRUNO
49	NEUFCHATEL-EN-BRAY	COUCQ	OLIVIER
50	NEUFCHATEL-EN-BRAY	DELACROIX	ANTHONY
51	NEUFCHATEL-EN-BRAY	NOURY	BENJAMIN
52	NEUFCHATEL-EN-BRAY	PILORGET	FRANCK
53	NEUFCHATEL-EN-BRAY	SOUMILLON	MATTHIEU
54	SAINT-MARTIN-DE-BOSCHERVILLE	DUBUC	CYRIL

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° **17-113** du **25 AOUT 2017**

fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « interventions à bord des navires », mise à jour du mois d'août 2017.

La préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,

Vu :

- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- la circulaire n°IOCE111049C du 08 avril 2011 et les scénarios pédagogiques associés de mai 2003,
- l'arrêté préfectoral n°17-09 du 10 février 2017 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à exercer la spécialité interventions à bord des navires de niveau 3 au titre de l'année 2017,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms figurent dans la l'annexe jointe sont déclarés aptes, au titre de l'année 2017, à exercer la spécialité interventions à bord des navires.

Article 2 : L'aptitude opérationnelle peut être retirée compte tenu notamment d'une inaptitude médicale.

Article 2 : L'arrêté préfectoral n°17-09 du 10 février 2017 est abrogé.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, les Chefs de groupement, les Chefs de centre et le Conseiller technique départemental sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

Yvan CORDIER

INTERVENTIONS A BORD DES NAVIRES

CONSEILLER TECHNIQUE DÉPARTEMENTAL - IBN 3			ILD	SH
1	DIRECTION	AUDOUIN	DAVID	

CONSEILLER TECHNIQUE DÉPARTEMENTAL ADJOINT - IBN 3			ILD	SH
1	DIRECTION	OMONT	FRANCK	

REFERENT DEPARTEMENTAL INVESTIGATION LONGUE DUREE - IBN3			ILD	SH
1	LE HAVRE-SUD	PERROT	SYLVERE	<i>oui</i>

IBN 3			ILD	SH
1	LILLEBONNE	HURE	JULIEN	
2	DIRECTION	MAHE	ERWAN	
3	DIRECTION	MARGRIT	CHRISTOPHE	
4	DIRECTION	RENAULT	PHILIPPE	

IBN 2			ILD	SH
1	CANTELEU	BOUGON	STEPHANE	
2	CANTELEU	DROUET	MICHAEL	
3	CANTELEU	LEBON	VINCENT	
4	CANTELEU	LECLERC	MICHAEL	
5	CANTELEU	LESUEUR	LAURENT	
6	CAUCRIAUVILLE	SOUDAIS	STEPHANE	
7	DIEPPE	BALTENNECK	MAXIME	
8	DIRECTION	HELLO	VINCENT	
9	FECAMP	PAUMELLE	XAVIER	
10	LE HAVRE NORD	CARLO	ANTOINE	
11	LE HAVRE NORD	LEBOUCHER	BENOIT	
12	LE HAVRE SUD	AUGER	ANTOINE	<i>oui</i>
13	LE HAVRE SUD	BRION	LAURENT	
14	LE HAVRE SUD	ERMENEUX	JEAN-FRANCOIS	
15	LE HAVRE SUD	HAMADACHE	ALEXANDRE	<i>oui</i>
16	LE HAVRE SUD	JOIGNANT	ANTHONY	
17	LE HAVRE SUD	LAMBERT	FRANCK	
18	LE HAVRE SUD	LEFEBVRE	HERVE	<i>oui</i>
19	LE HAVRE SUD	LHEUREUX	LAURENT	<i>oui</i>
20	LE HAVRE SUD	LUCAIN	JULIEN	<i>oui</i>
21	LE HAVRE SUD	MONTESSUY	XAVIER	

ILD: Qualifié investigation longue durée

SH : Qualifié sauveteur hélicopté

INTERVENTIONS A BORD DES NAVIRES

IBN 2 (suite)				ILD	SH
22	LE HAVRE SUD	SEVESTRE	PHILIPPE		
23	LE HAVRE SUD	SOLANS	YANN		
24	LILLEBONNE	MAGLOIRE LA GREVE	YANNICK		
25	ROUEN SUD	BOCLET	BERTRAND		
26	ROUEN SUD	CLAPISSON	FABIEN		
27	ROUEN SUD	LUCOT	LAURENT		
28	ROUEN SUD	PAYSANT	MATHIEU		
29	ROUEN SUD	ROYER	GILLES		
30	ROUEN SUD	SAILLY	JOHAN		
31	SAINT VALERY EN CAUX	VIOGNE	ARNAUD		

IBN 1				ILD	SH
1	CANTELEU	AICARDO	JONATHAN		
2	CANTELEU	BOUILLET	ALEXIS		
3	CANTELEU	CHANDELIER	THOMAS		
4	CANTELEU	DOUBLET	JEAN		
5	CANTELEU	DUBOIS	AURELIEN		
6	CANTELEU	GRISEL	JULIEN		
7	CANTELEU	HAPDEY	NICOLAS		
8	CANTELEU	HORNEZ	STEPHANE		
9	CANTELEU	JACQUOT	PATRICK		
10	CANTELEU	LESEILLE	ARNAUD		
11	CANTELEU	MAILLET	SYLVAIN		
12	CANTELEU	PICARD	JEROME		
13	DIEPPE	LEQUEN	JULIEN		
14	DIEPPE	PHILIP	RONAN		
15	DIRECTION	CADINOT	STEPHANE		<i>oui</i>
16	GROUPEMENT OUEST	ALLENNE	SEBASTIEN		
17	LE HAVRE NORD	BARBIER	EDOUARD		
18	LE HAVRE NORD	DAUPHIN	ANTHONY		
19	LE HAVRE NORD	DE CHANTELOUP	KEVIN		
20	LE HAVRE NORD	GUILLEMOT	JUDICAEL		<i>oui</i>
21	LE HAVRE NORD	MADON	EMILIEN		<i>oui</i>
22	LE HAVRE NORD	MICHAUD	FLORENT		
23	LE HAVRE SUD	BALZE	BAPTISTE		<i>oui</i>
24	LE HAVRE SUD	BIZEUL	CHARLY		
25	LE HAVRE SUD	COUE	MAXIME		
26	LE HAVRE SUD	DEHAIL	CHRISTOPHER		
27	LE HAVRE SUD	DESBOIS	THIBAUT		
28	LE HAVRE SUD	DEVENS	DAMIEN		
29	LE HAVRE SUD	DONNART	KEVIN		
30	LE HAVRE SUD	DUVAL	MATHIEU		

ILD: Qualifié investigation longue durée

SH : Qualifié sauveteur hélicopté

INTERVENTIONS A BORD DES NAVIRES

IBN 1 (suite)				ILD	SH
31	LE HAVRE SUD	EL OUARDI	MOHAMED		
32	LE HAVRE SUD	FICHE	MAXIME		
33	LE HAVRE SUD	HERVE	AXEL		
34	LE HAVRE SUD	HUREL	ANTOINE		
35	LE HAVRE SUD	LAZARE	ANTHONY		
36	LE HAVRE SUD	LE DREZEN	ALBAN		
37	LE HAVRE SUD	NEVEU	CHRISTOPHE		
38	LE HAVRE SUD	REYEN	MARC		
39	LE HAVRE SUD	RIBON	ADRIEN		
40	LE HAVRE SUD	ROUBERTOU	ROBIN		
41	LE HAVRE SUD	SCREVE	MATHIEU		
42	LE HAVRE SUD	SUTERA	FRANCK		
43	LE HAVRE SUD	TALEUX	SEBASTIEN		
44	LE HAVRE SUD	TETEREL	YANNICK		
45	LE HAVRE SUD	THOMAS	PIERRE-MARIE		
46	ROUEN SUD	ABARNOU	STEPHEN		
47	ROUEN SUD	BERTHE	BENOIT		
48	ROUEN SUD	BIRRA	EMMANUEL		
49	ROUEN SUD	BOUCHER	SEBASTIEN		
50	ROUEN SUD	BOURDOULOUS	CELINE		
51	ROUEN SUD	CHOLEAU	ANTOINE		
52	ROUEN SUD	DESNE	KEVIN		
53	ROUEN SUD	DOTHAL	MATHIEU		
54	ROUEN SUD	DUGAUTHIER	CYRIL		
55	ROUEN SUD	GRANNEC	CHRISTOPHE		
56	ROUEN SUD	GRENIER	BRUNO		
57	ROUEN SUD	LHOMME	GREGORY		
58	ROUEN SUD	MARCOT	SEBASTIEN		
59	ROUEN SUD	MICHEL	FREDERIC		
60	ROUEN SUD	MINEAU	STEVEN		
61	ROUEN SUD	MOUFADDAL	YACINE		
62	ROUEN SUD	PAUTRET	JEAN-FRANCOIS		
63	ROUEN SUD	PERREAU	JEAN-LOUIS		
64	ROUEN SUD	REGNIER	FABIEN		
65	ROUEN SUD	SERGEANT	MICHAEL		

ILD: Qualifié investigation longue durée

SH : Qualifié sauveteur hélicopté

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° 17-114 du 25 AOÛT 2017

fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « sauvetage aquatique »,
mise à jour du mois d'août 2017.

La préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R 1424-52,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- l'arrêté du 7 novembre 2002 fixant le guide national de référence relatif au « sauvetage aquatique »,
- l'arrêté préfectoral n°17-10 du 10 février 2017 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à participer aux opérations de sauvetage aquatique au titre de l'année 2017,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms figurent dans l'annexe jointe sont déclarés aptes, au titre de l'année 2017, à participer aux opérations de sauvetage aquatique.

Article 2 : L'aptitude opérationnelle peut être retirée compte tenu notamment d'une inaptitude médicale.

Article 3 : L'arrêté préfectoral n°17-10 du 10 février 2017 est abrogé.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, les Chefs de groupement, les Chefs de centre et le Conseiller technique départemental sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

Yvan CORDIER

SAUVETAGE AQUATIQUE

CONSEILLER TECHNIQUE DÉPARTEMENTAL				SH
1	DIRECTION	CADINOT	STEPHANE	<i>oui</i>

CONSEILLER TECHNIQUE DÉPARTEMENTAL ADJOINT				SH
1	LE HAVRE SUD	MACHARD	PHILIPPE	<i>oui</i>

CHEF DE BORD - SAV 3				SH
1	DIEPPE	FURIC	ROMAIN	
2	DIEPPE	HAMARD	LAURENT	
3	DIEPPE	JAMET	TONY	
4	DIEPPE	JAN	RENAUD	
5	DIEPPE	LEFRANCOIS	CLEMENT	
6	DIEPPE	LEUILLIER	MATHIEU	
7	DIEPPE	ROCHETTE	EMMANUEL	
8	DIEPPE	VIOGNE	ALBAN	
9	DIEPPE	YAHIAOUI	SYLVAIN	
10	DUCLAIR	CHEVALIER	THIERRY	
11	ELBEUF	LABOULAIS	CHRISTOPHE	
12	ELBEUF	LANGLOIS	BRUNO	
13	ELBEUF	MARQUIS	CEDRIC	
14	ETRETAT	BERTHAUT	MATHIEU	
15	ETRETAT	HELIN	ROMAIN	
16	ETRETAT	LEBOURGEOIS	CEDRIC	
17	ETRETAT	VANHEECKHOET	WILFRID	
18	FECAMP	BOBEE	JONATHAN	
19	FECAMP	DELHAY	YANNICK	
20	FECAMP	FERTILLET	PETER	
21	FECAMP	HODIERNE	ARNAUD	
22	LE HAVRE SUD	BALZE	BAPTISTE	<i>oui</i>
23	LE HAVRE SUD	BRUNE	PHILIPPE	<i>oui</i>
24	LE HAVRE SUD	FONTAINE	AURELIEN	<i>oui</i>
25	LE HAVRE SUD	HAMADACHE	ALEXANDRE	<i>oui</i>
26	LE HAVRE SUD	LEFEBVRE	HERVE	<i>oui</i>
27	LE HAVRE SUD	LHEUREUX	LAURENT	<i>oui</i>
28	LE HAVRE SUD	SIMON	PASCAL	<i>oui</i>
29	LE HAVRE SUD	TRANCHARD	CHRISTOPHE	
30	LES PRES SALES	BARE	LOIC	
31	LES PRES SALES	DIEVAL	JEAN MARC	
32	LES PRES SALES	FORTINI	BRUNO	
33	NEUFCHATEL EN BRAY	DUVAL	ARNAUD	
34	ROUEN SUD	BANGOURA	DAVID	
35	ROUEN SUD	VANBESIEN	FRANCOIS	
36	SAINT VALERY EN CAUX	PHILIPS	FREDERIC	
37	SAINT VALERY EN CAUX	JOUEN	CHRISTOPHE	
38	SOTTEVILLE LES ROUEN	BONTE	BERTRAND	

SH : Qualifié sauveteur hélicopté

SAUVETAGE AQUATIQUE

NAGEUR SAUVETEUR CÔTIER - SAV 2				SH
1	DIEPPE	AVRIL	VINCENT	
2	DIEPPE	BREMAND	NICOLAS	
3	DIEPPE	CHARTIER	MAXIME	
4	DIEPPE	GRANDSIRE	JEREMY	
5	DIEPPE	HIEL REY	ANTHONY	
6	DIEPPE	LENOIR	JEAN BAPTISTE	
7	DIEPPE	LEQUEN	JULIEN	
8	DIEPPE	MICHOT	ERIC	
9	DIEPPE	QUERIEL	JEREMIE	
10	DIEPPE	THEBAULT	CEDRIC	
11	ELBEUF	BODIN	MATHIEU	
12	ELBEUF	DURAND	MICKAEL	
13	ELBEUF	MORIOT	LAURE	
14	ELBEUF	VERRAZ	HUGUES	
15	ETRETAT	ANQUETIN	CHRISTOPHE	
16	ETRETAT	BURAY	GAEL	
17	ETRETAT	DELAUNAY	JEROME	
18	ETRETAT	LETELLIER	CEDRIC PASCAL	
19	ETRETAT	THIEULENT	NICOLAS	
20	FECAMP	BEAUFILS	CHRISTOPHE	
21	FECAMP	CASTELOT DENIS	QUENTIN	
22	FECAMP	CORNU	VINCENT	
23	FECAMP	ROCHE	MATHIEU	
24	FECAMP	THEBAULT	DAMIEN	
25	FECAMP	VEZIER	JEROME	
26	GAMBETTA	ORANGE	CEDRIC	
27	GROUPEMENT SUD	LEFORT	ETIENNE	
28	LE GRAND QUEVILLY	FORTIN	FREDERIC	
29	LE HAVRE SUD	AUGER	ANTOINE	<i>oui</i>
30	LE HAVRE SUD	DESGROUAS	YANN	<i>oui</i>
31	LE HAVRE SUD	FICHE	MAXIME	<i>oui</i>
32	LE HAVRE SUD	HAREL	FLORIAN	<i>oui</i>
33	LE HAVRE SUD	HERVE	AXEL	<i>oui</i>
34	LE HAVRE SUD	HERVIOU	FRANCOIS	<i>oui</i>
35	LE HAVRE SUD	LEGEARD	BENJAMIN	<i>oui</i>
36	LE HAVRE SUD	LENOUVEL	LOIC	<i>oui</i>
37	LE HAVRE SUD	LUCAIN	JULIEN	<i>oui</i>
38	LE HAVRE SUD	MAITREPIERRE	AYMERIC	<i>oui</i>
39	LE HAVRE SUD	SCREVE	MATHIEU	<i>oui</i>
40	LE HAVRE SUD	SERGENT	YOHANN	<i>oui</i>
41	LE HAVRE SUD	TALEUX	SEBASTIEN	<i>oui</i>
42	LE HAVRE SUD	TETEREL	YANNICK	<i>oui</i>
43	LE HAVRE SUD	VIOT	FREDERIC	<i>oui</i>

SH : Qualifié sauveteur hélicopté

SAUVETAGE AQUATIQUE

NAGEUR SAUVETEUR CÔTIER - SAV 2 (suite)				SH
44	LE TRAIT	SINAEVE	MICKAEL	
45	LES PRES SALES	DECAYEUX	CEDRIC	
46	LES PRES SALES	DEFEBVIN	ERIC	
47	LES PRES SALES	DUFOUR	NICOLAS BENJAMIN	
48	LES PRES SALES	FORESTIER	ROMAIN	
49	LES PRES SALES	JULIEN	DIDIER	
50	LES PRES SALES	MOPIN	NICOLAS	
51	ND DE GRAVENCHON	LAMY	LUDOVIC	
52	ROUEN SUD	COLLINET	DAMIEN	
53	ROUEN SUD	DIRUY	ARMAND	
54	ROUEN SUD	HOUDAILLE	VINCENT	
55	ROUEN SUD	MOUFADDAL	YACINE	
56	ROUEN SUD	ORTIE	WILFRIED	
57	ROUEN SUD	ROUALO	GWENAEL	
58	ROUEN SUD	ROYER	GILLES	
59	ROUEN SUD	SCHERRER	DIMITRI	
60	SAINT VALERY EN CAUX	BOURGEAUX	RICHARD	
61	SAINT VALERY EN CAUX	DUBRUNQUEZ	JEROME	
62	SAINT VALERY EN CAUX	LEQUESNE	PIERRE	

SH : Qualifié sauveteur hélicopté

SAUVETAGE AQUATIQUE

NAGEUR SAUVETEUR AQUATIQUE - SAV 1				SH
1	CAUDEBEC	ACARD	MAXIME	
2	DUCLAIR	DEVERGNES	EMMANUEL	
3	DUCLAIR	LHOMME	THIERRY	
4	DUCLAIR	MATEUF	ROMAIN	
5	DUCLAIR	MORETTI	BERNARD	
6	DUCLAIR	ROBERT	NICOLAS	
7	DUCLAIR	VESTU	VALENTIN	
8	ELBEUF	BERMENT	FLORIAN	
9	ELBEUF	COPIN	ALEXANDRE	
10	ELBEUF	CORREA	DANIEL	
11	ELBEUF	CRAMBERT	YOAN	
12	ELBEUF	DEPERIERS	EMMANUEL	
14	ELBEUF	GLARAN	EMMANUEL	
15	ELBEUF	GROSMANE JAMES	FLORIAN	
16	ELBEUF	GUERIN	PIERRE	
17	ELBEUF	GUILLE	EDOUARD	
18	ELBEUF	JAFFRES	PIERRE	
19	ELBEUF	JOUENNE	STEPHANE	
20	ELBEUF	LE MONNIER	JEAN FRANCOIS	
21	ELBEUF	LEVACHER	ARNAUD	
22	ELBEUF	MIONET	JOHANNE	
23	ELBEUF	MONNIER	ELOISE	
24	ELBEUF	PRAY	CEDRIC	
25	ELBEUF	VINCENT	KEVIN	
26	ETRETAT	VAUCHEL	STEVE	
27	GRAND COURONNE	ALFARO	CAMILLE	
28	GRAND COURONNE	BOUCOURT	STEEVE	
29	GRAND COURONNE	ROUSSEL	PHILIPPE	
30	GROUPEMENT EST	PAILLETTE	JULIEN	
31	LE HAVRE SUD	DESBOIS	THIBAUT	
32	LE HAVRE SUD	THOMAS	PIERRE MARIE	
33	LE TRAIT	BONTE	WILLIAM	
34	LE TRAIT	CHAUMIER	FABIEN	
35	LE TRAIT	FOLOPPE	MARC MICKAEL	
36	LE TRAIT	LAINE	DAMIEN	
37	LE TRAIT	LESUEUR	FLORENT	
38	LE TRAIT	SINAEVE	JASON	
39	ND DE GRAVENCHON	BRIFFAULT	FRANCOIS	
40	ND DE GRAVENCHON	CORONA	FLORENT	
41	ND DE GRAVENCHON	LECOINTRE	ROMUALD	
42	ND DE GRAVENCHON	LEJEUNE	FREDERIC	
43	ND DE GRAVENCHON	NOEL	PASCAL	
44	ROUEN SUD	ABARNOU	STEPHEN	
45	ROUEN SUD	BERTRAND	EDDIE	
46	ROUEN SUD	BEUZELIN	PASCAL	

SAUVETAGE AQUATIQUE

NAGEUR SAUVETEUR AQUATIQUE - SAV 1 (suite)				SH
47	ROUEN SUD	BOUREL	EMMANUEL	
48	ROUEN SUD	CHARPENTIER	GAUTHIER	
49	ROUEN SUD	DOTHAL	MATHIEU	
50	ROUEN SUD	DUFAYET	CHRISTOPHE	
51	ROUEN SUD	GILLARD	CLEMENT	
52	ROUEN SUD	GRANNEC	CHRISTOPHE	
53	ROUEN SUD	HEUDE	THOMAS	
54	ROUEN SUD	KEREBEL	BENOIT	
55	ROUEN SUD	LE CLOITRE	ARNAUD	
56	ROUEN SUD	LEVESQUE	JOHANN	
57	ROUEN SUD	MAREST	CLEMENT	
59	ROUEN SUD	MOLON	YOANN	
60	ROUEN SUD	PAUTRET	JEAN FRANCOIS	
61	ROUEN SUD	PESTRIMAU	LUDOVIC	
62	ROUEN SUD	POUVREAU	FREDERIC	
63	ROUEN SUD	RENOULT	STEPHANE	
64	ROUEN SUD	SERGENT	MICKAEL	
65	SAINT VALERY EN CAUX	LINTOT	RENAUD	
66	SAINT VALERY EN CAUX	PUEYO	VALENTIN	

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° 17-115 du 25 AOUT 2017

fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « interventions, secours et sécurité en milieu aquatique et hyperbare », mise à jour du mois d'août 2017.

La préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R 1424-52,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- l'arrêté du 31 juillet 2014 fixant le référentiel emplois, activités, compétences des « interventions, secours et sécurité en milieu aquatique et hyperbare »,
- l'arrêté préfectoral n°17-16 du 10 février 2017 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à participer aux interventions, secours et sécurité en milieu aquatique et hyperbare au titre de l'année 2017,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms figurent dans l'annexe jointe sont déclarés aptes, au titre de l'année 2017, à participer aux interventions, secours et sécurité en milieu aquatique et hyperbare, pour des opérations dont la profondeur n'excède pas 30 mètres.

Article 2 : L'aptitude opérationnelle peut être retirée compte tenu notamment d'une inaptitude médicale.

Article 3 : L'arrêté préfectoral n°17-16 du 10 février 2017 est abrogé.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, les Chefs de groupement, les Chefs de centre sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

Yvan CORDIER

SECOURS ET SÉCURITÉ EN MILIEU AQUATIQUE ET HYPERBARE

CONSEILLER TECHNIQUE DÉPARTEMENTAL				SNL	SH
1	DIEPPE	LEQUEN	JULIEN	<i>oui</i>	

CONSEILLER TECHNIQUE DÉPARTEMENTAL ADJOINT- SAL 3				SNL	SH
1	ROUEN SUD	ROUALO	GWENael	<i>oui</i>	

CHEF D'UNITÉ - SAL 2				SNL	SH
1	DIEPPE	JAN	RENAUD	<i>oui</i>	
2	DIEPPE	LEFRANCOIS	CLEMENT	<i>oui</i>	
3	DIEPPE	LENOIR	JEAN-BAPTISTE		
4	DIEPPE	ROCHETTE	EMMANUEL	<i>oui</i>	
5	GAMBETTA	ORANGE	CEDRIC	<i>oui</i>	
6	LE HAVRE-SUD	BRUNE	PHILIPPE	<i>oui</i>	<i>oui</i>
7	LE HAVRE-SUD	HAMADACHE	ALEXANDRE	<i>oui</i>	<i>oui</i>
8	LE HAVRE-SUD	LHEUREUX	LAURENT	<i>oui</i>	<i>oui</i>
9	LE HAVRE-SUD	MACHARD	PHILIPPE	<i>oui</i>	<i>oui</i>
10	LE HAVRE-SUD	SIMON	PASCAL	<i>oui</i>	<i>oui</i>
11	LE HAVRE-SUD	TRANCHARD	CHRISTOPHE	<i>oui</i>	
12	NEUFCHATEL-EN-BRAY	DUVAL	ARNAUD	<i>oui</i>	
13	ROUEN-SUD	BANGOURA	DAVID	<i>oui</i>	
14	ROUEN-SUD	BEUZELIN	PASCAL	<i>oui</i>	
15	ROUEN-SUD	MOUFADDAL	YACINE	<i>oui</i>	
16	ROUEN-SUD	PAUTRET	JEAN-FRANCOIS	<i>oui</i>	
17	ROUEN-SUD	VANBESIEN	FRANCOIS	<i>oui</i>	
18	SOTTEVILLE-LES-ROUEN	BONTE	BERTRAND	<i>oui</i>	

SNL : Qualifié surface non libre

SH : Qualifié sauveteur hélicopté

SECOURS ET SÉCURITÉ EN MILIEU AQUATIQUE
ET HYPERBARE

SCAPHANDRIER AUTONOME - SAL 1				SNL	SH
1	DIEPPE	AVRIL	VINCENT		
2	DIEPPE	LEUILLIER	MATHIEU		
3	DIEPPE	JAMET	TONY		
4	LE HAVRE-SUD	AUGER	ANTOINE		
5	LE HAVRE-SUD	BALZE	BAPTISTE		
6	LE HAVRE-SUD	DESGROUAS	YANN		
7	LE HAVRE-SUD	FICHE	MAXIME		
8	LE HAVRE-SUD	FONTAINE	AURELIEN		
9	LE HAVRE-SUD	HAREL	FLORIAN		
10	LE HAVRE-SUD	MAITREPIERRE	AYMERIC		
11	LE HAVRE-SUD	SCREVE	MATHIEU		
12	LE HAVRE-SUD	SERGEANT	YOHANN		
13	LE HAVRE-SUD	TETEREL	YANNICK		
14	ROUEN-SUD	BOUREL	EMMANUEL		
15	ROUEN-SUD	DUFAYET	CHRISTOPHE		
16	ROUEN-SUD	LE CLOITRE	ARNAUD		
17	ROUEN-SUD	LEVESQUE	JOHANN		
18	ROUEN-SUD	MOLON	YOANN		
19	ROUEN-SUD	PESTRIMAU	LUDOVIC		
20	ROUEN-SUD	POUVREAU	FREDERIC		
21	ROUEN-SUD	RENOULT	STEPHANE		
22	ROUEN-SUD	ROYER	GILLES		
23	ROUEN-SUD	SERGEANT	MICKAEL		

SNL : Qualifié surface non libre

SH : Qualifié sauveteur hélicopté

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° 17-116 du 25 AOUT 2017

fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « risques chimiques et biologiques », mise à jour du mois d'août 2017.

La préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R 1424-52,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- l'arrêté du 23 mars 2006 fixant le guide national de référence relatif aux « risques chimiques et biologiques »,
- l'arrêté préfectoral n°17-12 du 10 février 2017 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à participer aux opérations relatives aux risques chimiques et biologiques au titre de l'année 2017,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

- Article 1** : Les sapeurs-pompiers dont les noms figurent dans l'annexe jointe sont déclarés aptes, au titre de l'année 2017, à participer aux opérations relatives aux risques chimiques et biologiques.
- Article 2** : L'aptitude opérationnelle peut être retirée compte tenu notamment d'une inaptitude médicale.
- Article 3** : L'arrêté préfectoral n°17-12 du 10 février 2017 est abrogé.
- Article 4** : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, les Chefs de groupement, les Chefs de centre et le Conseiller technique départemental sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

Yvan CORDIER

RISQUES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES

CONSEILLER TECHNIQUE DÉPARTEMENTAL			
1	GAMBETTA	CROS	ALEXANDRE

CONSEILLER TECHNIQUE DÉPARTEMENTAL ADJOINT			
1	DIRECTION	MAHE	ERWAN

ADJOINT MENACE NRBC			
1	DIRECTION	JAHIER	STEPHANE

CONSEILLER TECHNIQUE - RCH 4			
1	DIRECTION	AUDOUIN	DAVID
2	DIRECTION	BOYER	JEAN-MICHEL
3	DIRECTION	SEJOURNE	JEROME
4	GAMBETTA	TIRELLE	ERIC
5	GROUPEMENT EST	MACHILLOT	PIERRE
6	LE HAVRE-SUD	PERROT	SYLVERE

RCH 3			
1	BARENTIN	RICHARD	SEBASTIEN
2	CANTELEU	COLNOT	THIERRY
3	CANTELEU	HAUGUEL	RODOLPHE
4	CAUCRIAUVILLE	LETOURNELLE	OLIVIER
5	CAUCRIAUVILLE	MACAREZ	CECILE
6	CENTRE DE FORMATION	LEFORT	BLANDINE
7	CODIS	LEROY	JEREMY
8	CODIS	TACONNET	LUC
9	DIEPPE	BALTENNECK	MAXIME
10	DIEPPE	PHILIP	RONAN
11	DIRECTION	CAUMONT	FABRICE
12	DIRECTION	COLIBERT	HERVE
13	DIRECTION	DUQUESNE	STEPHANIE
14	DIRECTION	HELLO	VINCENT
15	DIRECTION	HUET	CHRISTOPHE
16	DIRECTION	KOPYLA	EDDY
17	DIRECTION	MARGRIT	CHRISTOPHE
18	DIRECTION	OMONT	FRANCK
19	DIRECTION	RENAULT	PHILIPPE
20	DIRECTION	ROBERT	YANNICK
21	DIRECTION	STEFIC	WILFRIED

RISQUES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES

RCH 3 (suite)			
22	ELBEUF	REYNE	DAVID
23	FECAMP	THEBAULT	DAMIEN
24	GROUPEMENT EST	PASSANI	JEAN-NOEL
25	GROUPEMENT EST	SCHERZER	FRANCOIS
26	GROUPEMENT OUEST	ERICHER	DAMIEN
27	GROUPEMENT OUEST	GONDE	DIDIER
28	GROUPEMENT OUEST	PELICANT	ALAIN
29	GROUPEMENT SUD	ALLEAU	ERIC
30	GROUPEMENT SUD	LEFEVRE	ANNE
31	GROUPEMENT SUD	LEROUX	ANTHONY
32	GROUPEMENT SUD	PELLOIN	WILLIAM
33	LE HAVRE-NORD	CHAUVEL	THOMY
34	LE HAVRE-NORD	PIETTE	YOANN
35	LILLEBONNE	HURE	JULIEN
36	ROUEN-SUD	PAYSANT	MATHIEU
37	ROUEN-SUD	PERDRIX	SAMUEL
38	ROUEN-SUD	STER	BENOIT
39	TOURVILLE-LA-RIVIERE	DAVY	THIERRY
40	SOTTEVILLE LES ROUEN	NOEL	REMY

RISQUES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES

RCH 2			
1	BARENTIN	BLUSSEAU	ROMAIN
2	CANTELEU	LEBON	VINCENT
3	CAUCRIAUVILLE	BAUDRY	TONY
4	CAUCRIAUVILLE	BOISHUS	CYRIL
5	CAUCRIAUVILLE	CHAPELLE	GREGORY
6	CAUCRIAUVILLE	DELAMARE	CEDRIC
7	CAUCRIAUVILLE	DENIS	OLIVIER
8	CAUCRIAUVILLE	ETANCELIN	PIERRE
9	CAUCRIAUVILLE	FONTAINE	YOANN
10	CAUCRIAUVILLE	GIRARD	LAURENT
11	CAUCRIAUVILLE	GODEY	AURELIEN
12	CAUCRIAUVILLE	GUEZOU	MICKAEL
13	CAUCRIAUVILLE	HELLIER	MAXIME
14	CAUCRIAUVILLE	LAMBERT	GILLES
15	CAUCRIAUVILLE	LANNOY	PASCAL
16	CAUCRIAUVILLE	LE BON	MARC
17	CAUCRIAUVILLE	M BODJI	DAOUDA
18	CAUCRIAUVILLE	MANOURY	JEAN-CHRISTOPHE
19	CAUCRIAUVILLE	MARIE	JEAN-CHARLES
20	CAUCRIAUVILLE	TESSIER	FRANCK
21	CAUCRIAUVILLE	TISSIER	KEVIN
22	CAUCRIAUVILLE	URBAIN	MICKAEL
23	CAUCRIAUVILLE	URVOY	GUENOLE
24	CAUCRIAUVILLE	WAREMBOURG	CHRISTOPHE
25	CODIS	MOUCHARD	JEREMY
26	CODIS	TROADEC	GEOFFREY
27	DIEPPE	ANDRIEU	QUENTIN
28	DIEPPE	AVRIL	VINCENT
29	DIEPPE	BISSON	THIERRY
30	DIEPPE	DIOLOGENT	FRANCK
31	DIEPPE	DOLE	FABIEN
32	DIEPPE	DRAULT	OLIVIER
33	DIEPPE	GILLET	PIERRE
34	DIEPPE	GOUTEUX	PASCAL
35	DIEPPE	GUEGUEN	OLIVIER
36	DIEPPE	JAMET	TONY
37	DIEPPE	JAN	RENAUD
38	DIEPPE	LEGRAS	JACQUES
39	DIEPPE	LENOIR	JEAN-BAPTISTE
40	DIEPPE	LEQUEN	JULIEN
41	DIEPPE	LEVALLOIS	CHRISTOPHE
42	DIEPPE	ROCHETTE	EMMANUEL
43	DIEPPE	SELLIER	NICOLAS
44	DIEPPE	TRANEL	EMMANUEL

RISQUES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES

RCH 2 (suite)			
45	DIRECTION	GOMEZ	PATRICE
46	ELBEUF	DELAFOSSÉ	LAURENT
47	ELBEUF	DURAND	MICKAEL
48	ELBEUF	DUVAL	BENOIT
49	ELBEUF	GLARAN	EMMANUEL
50	ELBEUF	LEBORGNE	CEDRIC
51	ELBEUF	LEFRANÇOIS	DOMINIQUE
52	ELBEUF	MABIRE	MICKAEL
53	ELBEUF	SCELLES	ETIENNE
54	GAMBETTA	ANGOT	GUILLAUME
55	GAMBETTA	AUZOU	VINCENT
56	GAMBETTA	BAILLY	MATTHIEU
57	GAMBETTA	BARON	GUILLAUME
58	GAMBETTA	BUTELET	JULIEN
59	GAMBETTA	CHRETIEN	FRANÇOIS
60	GAMBETTA	DECHAMPS	OLIVIER
61	GAMBETTA	DESCHAMPS	THIERRY
62	GAMBETTA	FORFAIT	MICKAEL
63	GAMBETTA	GOUJON	WILLIAM
64	GAMBETTA	LE GOFF	MATHIEU
65	GAMBETTA	LOISEL	JEROME
66	GAMBETTA	METAIS	BENOIT
67	GAMBETTA	MONTEIRO	JOSE
68	GAMBETTA	PHILIPPON	THOMAS
69	GAMBETTA	POISSON	MICHAEL
70	GAMBETTA	POURCHOT	NICOLAS
71	GAMBETTA	PRIGENT	CHRISTOPHE
72	GAMBETTA	RICQUIER	MICKAEL
73	GAMBETTA	ROUSSEL	SEBASTIEN
74	GAMBETTA	SAGEOT	STEPHANE
75	GAMBETTA	VALLEE	JULIEN
76	GAMBETTA	VINCENT	RENAUD
77	GOURNAY EN BRAY	ANDRE	CHRISTOPHE
78	GROUPEMENT EST	BERTIN	SAMUEL
79	GROUPEMENT EST	MONCHICOURT PECQUEUX	MARIE
80	GROUPEMENT SUD	JAZE	RAYNALD
81	LE GRAND-QUEVILLY	BONTE	WILLIAM
82	LE GRAND-QUEVILLY	DRAULT	SABRINA
83	LE GRAND-QUEVILLY	MIAUX	NICOLAS
84	LE HAVRE-NORD	BLOQUEL	THOMAS
85	LE HAVRE-NORD	CORNACCHINI	CLAUDE

RISQUES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES

RCH 2 (suite)			
86	LE HAVRE-NORD	PETREMANN	MATHIAS
87	LE HAVRE-SUD	DESBOIS	THIBAUT
88	LE HAVRE-SUD	LAMBERT	FRANCK
89	LE HAVRE-SUD	TRANCHARD	CHRISTOPHE
90	LES PRES-SALES	THUEUX	SEBASTIEN
91	LES PRES-SALES	VIOGNE	CHRISTOPHE
92	NEUFCHATEL-EN-BRAY	QUENEHEN	LOUIS
93	NEUFCHATEL-EN-BRAY	WAWRZYNIAK	MARC
94	SOTTEVILLE-LES-ROUEN	ANDRIEU	BLAISE
95	SOTTEVILLE-LES-ROUEN	BOULANGER	NICOLAS
96	YVETOT	ANDRE	MATHIEU
97	YVETOT	CIVES	NICOLAS
98	YVETOT	COLLEMANT	FRANCOIS
99	YVETOT	GOFFART	DAVID

RISQUES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES

RCH 1			
1	CANTELEU	FANEL	AURELIEN
2	CANY BARVILLE	JOLY	CLEMENT
3	CAUCRIAUVILLE	DELAMARE	DAMIEN
4	CAUCRIAUVILLE	DRENT	CLAUDE
5	CAUCRIAUVILLE	DURIEUX	BENOIT
6	CAUCRIAUVILLE	GOUGNOT	FLORENT
7	CAUCRIAUVILLE	HARDY	JOHANN
8	CAUCRIAUVILLE	HUTOIS	NICOLAS
9	CAUCRIAUVILLE	LALAS	YANNICK
10	CAUCRIAUVILLE	LELAY	SYLVAIN
11	CAUCRIAUVILLE	PORCEL	ETIENNE
12	CAUCRIAUVILLE	ROUSSIGNOL	MICKAEL
13	CAUCRIAUVILLE	TIFAGNE	MICKAEL
14	CENTRE DE FORMATION	MENDY	EMMANUEL
15	CODIS	COLLIN	MATTHIEU
16	DIEPPE	BACHELET	EMILIE
17	DIEPPE	BERGE	JULIEN
18	DIEPPE	DOUILLET	FABIEN
19	DIEPPE	LEUILLIER	MATHIEU
20	DIEPPE	MONTEBRUN	MANUEL
21	DIEPPE	MORDKA	SEBASTIEN
22	DIEPPE	PETRY	PATRICK
23	DIEPPE	PIETRZAK	ANTHONY
24	DIRECTION	CADINOT	STEPHANE
25	DIRECTION	CHISLARD	CHRIS
26	DIRECTION	CLERC	EMILIE
27	ELBEUF	BICKI	TUNCAY
28	ELBEUF	CHANTIER	PASCAL
29	ELBEUF	CLAPISSON	PHILIPPE
30	ELBEUF	HAUCHECORNE	LUDOVIC
31	ELBEUF	JOUENNE	STEPHANE
32	ELBEUF	LANGLOIS	BRUNO
33	ELBEUF	LAUNAY	MAXIME
34	ELBEUF	LE MONNIER	JEAN-FRANCOIS
35	ELBEUF	LEGRAND	STEPHANE
36	ELBEUF	ODIE	FREDERIC
37	ELBEUF	POUCHET	FABRICE
38	ELBEUF	SOULHOL	SEBASTIEN
39	GAMBETTA	BATICLE	MICHAEL

RISQUES CHIMIQUES ET BIOLOGIQUES

RCH 1 (suite)			
40	GAMBETTA	BESACE	XAVIER
41	GAMBETTA	BUREAUX	OLIVIER
42	GAMBETTA	CREPEL	LEO
43	GAMBETTA	DAGONAT	GUILLAUME
44	GAMBETTA	DAVID	CHRISTIAN
45	GAMBETTA	DELARUE	FRANCOIS
46	GAMBETTA	FROTTIER	ARNAUD
47	GAMBETTA	GIFFARD	JULIEN
48	GAMBETTA	HAUGUEL	FREDERIC
49	GAMBETTA	HOURDOUILLIE	KEVIN
50	GAMBETTA	JOLY	FRANCK
51	GAMBETTA	LARRAT	THIBAUT
52	GAMBETTA	LAVENANT	VICTORIEN
53	GAMBETTA	MAYEU	NICOLAS
54	GAMBETTA	MOUCHEL	THOMAS
55	GAMBETTA	PREVERT	MAXIME
56	GAMBETTA	REBISCHUNG	CYRILLE
57	GAMBETTA	SALOUX	ROBIN
58	GAMBETTA	SYLVESTRE	JEAN-BAPTISTE
59	GROUPEMENT EST	BREE	FLORIAN
60	GROUPEMENT EST	LETROUX	PHILIPPE
61	GROUPEMENT OUEST	PRIGENT	SEBASTIEN
62	LE GRAND-QUEVILLY	OUBIHI	HICHAM
63	LE HAVRE-NORD	CHUPEAU	MARINE
64	LE HAVRE-NORD	LE FICHANT	YOHANN
65	LILLEBONNE	LAMAILLE	THOMAS
66	ROUEN SUD	DIRUY	ARMAND
67	ROUEN-SUD	MARTIN	JEAN-JACQUES

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° ~~17-117~~ du **25 AOÛT 2017**

fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « risques radiologiques »,
mise à jour du mois d'août 2017.

La préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R 1424-52,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- l'arrêté du 20 décembre 2002 fixant le guide national de référence relatif aux « risques radiologiques »,
- l'arrêté préfectoral n°17-11 du 10 février 2017 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à participer aux opérations relatives aux risques radiologiques au titre de l'année 2017,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms figurent dans l'annexe jointe sont déclarés aptes, au titre de l'année 2017, à participer aux opérations relatives aux risques radiologiques.

Article 2 : L'aptitude opérationnelle peut être retirée compte tenu notamment d'une inaptitude médicale.

Article 3 : L'arrêté préfectoral n°17-11 du 10 février 2017 est abrogé.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, les Chefs de groupement, les Chefs de centre et le Conseiller technique départemental sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

Yvan CORDIER

RISQUES RADIOLOGIQUES

CONSEILLER TECHNIQUE DÉPARTEMENTAL			
1	GROUPEMENT EST	MACHILLOT	PIERRE

CONSEILLER TECHNIQUE DÉPARTEMENTAL ADJOINT			
1	GROUPEMENT OUEST	GONDE	DIDIER

ADJOINT MENACE NRBC			
1	DIRECTION	JAHIER	STEPHANE

CONSEILLER TECHNIQUE - RAD 4			
1	DIEPPE	PHILIP	RONAN
2	DIRECTION	AUDOUIN	DAVID
3	DIRECTION	BOYER	JEAN-MICHEL
4	GAMBETTA	CROS	ALEXANDRE
5	DIRECTION	MAHE	ERWAN

RAD 3			
1	BARENTIN	RICHARD	SEBASTIEN
2	CANTELEU	COLNOT	THIERRY
3	CANTELEU	HAUGUEL	RODOLPHE
4	CANY-BARVILLE	JOLY	CLEMENT
5	CAUCRIAUVILLE	LETOURNELLE	OLIVIER
6	CAUCRIAUVILLE	MACAREZ	CECILE
7	CENTRE DE FORMATION	LEFORT	BLANDINE
8	CODIS	LEROY	JEREMY
9	CODIS	TACONNET	LUC
10	DIEPPE	BALTENNECK	MAXIME
11	DIRECTION	CAUMONT	FABRICE
12	DIRECTION	COLIBERT	HERVE
13	DIRECTION	DUQUESNE	STEPHANIE
14	DIRECTION	GOMEZ	PATRICE
15	DIRECTION	HELLO	VINCENT
16	DIRECTION	HUET	CHRISTOPHE
17	DIRECTION	KOPYLA	EDDY
18	DIRECTION	MARGRIT	VALERIE
19	DIRECTION	OMONT	FRANCK

RISQUES RADIOLOGIQUES

RAD 3 (suite)			
20	DIRECTION	RENAULT	PHILIPPE
21	DIRECTION	ROBERT	YANNICK
22	DIRECTION	SEJOURNE	JEROME
23	DIRECTION	STEFIC	WILFRIED
24	ELBEUF	LEBORGNE	CEDRIC
25	ELBEUF	REYNE	DAVID
26	FECAMP	THEBAULT	DAMIEN
27	GAMBETTA	DESCHAMPS	THIERRY
28	GAMBETTA	TIRELLE	ERIC
29	GROUPEMENT EST	PASSANI	JEAN NOEL
30	GROUPEMENT EST	SCHERZER	FRANCOIS
31	GROUPEMENT OUEST	ERICHER	DAMIEN
32	GROUPEMENT OUEST	PELICANT	ALAIN
33	GROUPEMENT SUD	ALLEAU	ERIC
34	GROUPEMENT SUD	LEFEVRE	ANNE
35	GROUPEMENT SUD	LEROUX	ANTHONY
36	GROUPEMENT SUD	PELLOIN	WILLIAM
37	LE HAVRE-NORD	CHAUVEL	THOMY
38	LE HAVRE-NORD	PIETTE	YOANN
39	LE HAVRE-SUD	PERROT	SYLVERE
40	LILLEBONNE	HURE	JULIEN
41	ROUEN-SUD	PAYSANT	MATHIEU
42	ROUEN-SUD	PERDRIX	SAMUEL
43	ROUEN-SUD	STER	BENOIT
44	SOTTEVILLE LES ROUEN	NOEL	REMY
45	TOURVILLE-LA-RIVIERE	DAVY	THIERRY
46	YVETOT	COLLEMANT	FRANCOIS

RISQUES RADIOLOGIQUES

RAD 2			
1	CANTELEU	LEBON	VINCENT
2	CAUCRIAUVILLE	BAUDRY	TONY
3	CAUCRIAUVILLE	BOISHUS	CYRIL
4	CAUCRIAUVILLE	DELAMARE	DAMIEN
5	CAUCRIAUVILLE	ETANCELIN	PIERRE
6	CAUCRIAUVILLE	GUEZOU	MICKAEL
7	CAUCRIAUVILLE	HELLIER	MAXIME
8	CAUCRIAUVILLE	LE BON	MARC
9	CAUCRIAUVILLE	M BODJI	DAOUDA
10	CAUCRIAUVILLE	MANOURY	JEAN-CHRISTOPHE
11	CAUCRIAUVILLE	MARIE	JEAN-CHARLES
12	CAUCRIAUVILLE	TISSIER	KEVIN
13	CAUCRIAUVILLE	URBAIN	MICKAEL
14	CAUCRIAUVILLE	URVOY	GUENOLE
15	CAUCRIAUVILLE	WAREMBOURG	CHRISTOPHE
16	CODIS	MOUCHARD	JEREMY
17	CODIS	TROADEC	GEOFFREY
18	DIEPPE	ANDRIEU	QUENTIN
19	DIEPPE	AVRIL	VINCENT
20	DIEPPE	BACHELET	EMILIE
21	DIEPPE	BERGE	JULIEN
22	DIEPPE	BISSON	THIERRY
23	DIEPPE	DIOLOGENT	FRANCK
24	DIEPPE	DOLE	FABIEN
25	DIEPPE	DRAULT	OLIVIER
26	DIEPPE	GIBASSIER	MATHIEU
27	DIEPPE	GILLET	PIERRE
28	DIEPPE	GOUTEUX	PASCAL
29	DIEPPE	GUEGUEN	OLIVIER
30	DIEPPE	JAMET	TONY
31	DIEPPE	JAN	RENAUD
32	DIEPPE	LEGRAS	JACQUES
33	DIEPPE	LENOIR	JEAN-BAPTISTE
34	DIEPPE	LEQUEN	JULIEN
35	DIEPPE	LEVALLOIS	CHRISTOPHE
36	DIEPPE	ROCHETTE	EMMANUEL
37	DIEPPE	SELLIER	NICOLAS
38	GAMBETTA	ANGOT	GUILLAUME
39	GAMBETTA	AUZOU	VINCENT
40	GAMBETTA	BAILLY	MATTHIEU
41	GAMBETTA	BARON	GUILLAUME

RISQUES RADIOLOGIQUES

RAD 2 (suite)			
42	GAMBETTA	BESACE	XAVIER
43	GAMBETTA	BLUSSEAU	ROMAIN
44	GAMBETTA	BUTELET	JULIEN
45	GAMBETTA	CHRETIEN	FRANCOIS
46	GAMBETTA	FORFAIT	MICKAEL
47	GAMBETTA	GOUJON	WILLIAM
48	GAMBETTA	HAUGUEL	FREDERIC
49	GAMBETTA	LAVENANT	VICTORIEN
50	GAMBETTA	LE GOFF	MATHIEU
51	GAMBETTA	LOISEL	JEROME
52	GAMBETTA	METAIS	BENOIT
53	GAMBETTA	MONTEIRO	JOSE
54	GAMBETTA	MOUCHEL	THOMAS
55	GAMBETTA	PHILIPPON	THOMAS
56	GAMBETTA	POISSON	MICHAEL
57	GAMBETTA	POURCHOT	NICOLAS
58	GAMBETTA	PRIGENT	CHRISTOPHE
59	GAMBETTA	RICQUIER	MICKAEL
60	GAMBETTA	ROUSSEL	SEBASTIEN
61	GAMBETTA	VALLEE	JULIEN
62	GAMBETTA	VINCENT	RENAUD
63	GOURNAY EN BRAY	ANDRE	CHRISTOPHE
64	GOURNAY-EN-BRAY	GRUMETZ	LAURENT
65	GROUPEMENT EST	BERTIN	SAMUEL
66	GROUPEMENT EST	MONCHICOURT PECQUEUX	MARIE
67	GROUPEMENT SUD	JAZE	RAYNALD
68	LE GRAND QUEVILLY	MIAUX	NICOLAS
69	LE GRAND-QUEVILLY	BONTE	WILLIAM
70	LE GRAND-QUEVILLY	DRAULT	SABRINA
71	LE HAVRE NORD	BLOQUEL	THOMAS
72	LE HAVRE NORD	PETREMANN	MATHIAS
73	LE HAVRE-SUD	DESBOIS	THIBAUT
74	LE HAVRE-SUD	LAMBERT	FRANCK
75	LE HAVRE-SUD	TRANCHARD	CHRISTOPHE
76	LES PRES-SALES	VIOGNE	CHRISTOPHE
77	NEUFCHATEL-EN-BRAY	WAWRZYNIAK	MARC
78	SAINT-VALERY-EN-CAUX	HUE	JOHNY
79	SAINT-VALERY-EN-CAUX	TANNAI	RICHARD
80	SAINT-VALERY-EN-CAUX	VIOGNE	ARNAUD
81	SOTTEVILLE LES ROUEN	ANDRIEU	BLAISE
82	YVETOT	ANDRE	MATHIEU
83	YVETOT	GOFFART	DAVID

RISQUES RADIOLOGIQUES

RAD 1			
1	CAUCRIAUVILLE	BRITO	THIERRY
2	CAUCRIAUVILLE	CHAPELLE	GREGORY
3	CAUCRIAUVILLE	DELAMARE	CEDRIC
4	CAUCRIAUVILLE	DENIS	OLIVIER
5	CAUCRIAUVILLE	DRENT	CLAUDE
6	CAUCRIAUVILLE	FONTAINE	YOHANN
7	CAUCRIAUVILLE	GODEY	AURELIEN
8	CAUCRIAUVILLE	LAMBERT	GILLES
9	CAUCRIAUVILLE	LANNOY	PASCAL
10	CAUCRIAUVILLE	ROUSSIGNOL	MICKAEL
11	CAUCRIAUVILLE	TESSIER	FRANCK
12	CAUCRIAUVILLE	TIFAGNE	MICKAEL
13	DIEPPE	LEUILLIER	MATHIEU
14	DIEPPE	LEVASSEUR	ARNAUD
15	DIEPPE	TRANEL	EMMANUEL
16	DIRECTION	CADINOT	STEPHANE
17	ELBEUF	POUCHET	FABRICE
18	GAMBETTA	LARRAT	THIBAUT
19	GAMBETTA	MAYEU	NICOLAS
20	GAMBETTA	SAGEOT	STEPHANE
21	GAMBETTA	SYLVESTRE	JEAN BAPTISTE
22	GROUPEMENT EST	BREE	FLORIAN
23	LE HAVRE NORD	LE FICHANT	YOANN
24	LILLEBONNE	LAMAILLE	THOMAS
25	ROUEN-SUD	MARTIN	JEAN-JACQUES
26	SOTTEVILLE LES ROUEN	BOULANGER	NICOLAS

PRÉFÈTE DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° ~~17-118~~ du ~~25~~ AOÛT 2017

fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la chaîne de commandement, mise à jour du mois d'août 2017.

La préfète de la région Normandie, préfète de la Seine-Maritime,

Vu :

- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile,
- l'arrêté du 30 septembre 2013 relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels, et notamment son chapitre II,
- l'arrêté préfectoral n°17-14 du 10 février 2017 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à participer aux opérations de la chaîne de commandement au titre de l'année 2017,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms figurent dans la liste jointe en annexe sont déclarés aptes, au titre de l'année 2017, à participer aux opérations de la chaîne de commandement, telle que définie dans le règlement opérationnel du Service départemental d'Incendie et de secours de la Seine-Maritime.

Article 2 : L'aptitude opérationnelle peut être retirée compte tenu notamment d'une inaptitude médicale.

Article 3 : L'arrêté préfectoral n°17-14 du 10 février 2017 est abrogé.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, les Chefs de groupement et les Chefs de centre sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

Yvan CORDIER

CHAÎNE DE COMMANDEMENT

ASTREINTE DIRECTION GÉNÉRALE			
1	DIRECTION	LAGALLE	JEAN-YVES
2	DIRECTION	VITALBO	MARC
3	DIRECTION	TIERCE	SYLVAIN
4	DIRECTION	DOLBEAU	PASCAL

CHEF DE SITE DÉPARTEMENTAL			
1	DIRECTION	AUDOUIN	DAVID
2	DIRECTION	BOYER	JEAN-MICHEL
3	DIRECTION	PORCELLI	PATRICK
4	GROUPEMENT EST	BLEYON	NICOLAS

CHEF DE SITE COS / PC			
1	DIRECTION	BRISOT	DOMINIQUE
2	DIRECTION	COLIBERT	HERVE
3	DIRECTION	FILLEBIEN	VALERIE
4	DIRECTION	MAHE	ERWAN
5	DIRECTION	MOUSSION	GERARD
6	DIRECTION	OMONT	FRANCK
7	DIRECTION	RENAULT	PHILIPPE
8	DIRECTION	RONDEAU	JEAN-PIERRE
9	DIRECTION	SEJOURNE	JEROME
10	GROUPEMENT EST	MACHILLOT	PIERRE
11	GROUPEMENT OUEST	RISPAL	PIERRE
12	GROUPEMENT OUEST	SUFFYS	ARNAUD
13	GROUPEMENT SUD	ROYER	JEAN-MARIE
14	LE HAVRE-NORD	CHAUVEL	THOMY

CHAÎNE DE COMMANDEMENT

CHEF DE COLONNE COS / PC			
1	CANTELEU	HAUGUEL	RODOLPHE
2	CAUCRIAUVILLE	MACAREZ	CECILE
3	CENTRE DE FORMATION	LEFORT	BLANDINE
4	CODIS	LEROY	JEREMY
5	CODIS	TACONNET	LUC
6	DIEPPE	BALTENNECK	MAXIME
7	DIEPPE	PHILIP	RONAN
8	DIRECTION	CAUMONT	FABRICE
9	DIRECTION	CHISLARD	CHRIS
10	DIRECTION	DUQUESNE	STEPHANIE
11	DIRECTION	HELLO	VINCENT
12	DIRECTION	KOPYLA	EDDY
13	DIRECTION	LAGON	BENOIT
14	DIRECTION	MARGRIT	CHRISTOPHE
15	DIRECTION	SCHERZER	FRANCOIS
16	ELBEUF	REYNE	DAVID
17	GAMBETTA	CROS	ALEXANDRE
18	GAMBETTA	TIRELLE	ERIC
19	GROUPEMENT EST	PASSANI	JEAN-NOEL
20	GROUPEMENT OUEST	ERICHER	DAMIEN
21	GROUPEMENT OUEST	GONDE	DIDIER
22	GROUPEMENT OUEST	MARTIN	CHRISTOPHE
23	GROUPEMENT SUD	PELLOIN	WILLIAM
24	LE HAVRE-NORD	PIETTE	YOANN
25	LE HAVRE-SUD	PERROT	SYLVERE
26	LILLEBONNE	HURE	JULIEN
27	ROUEN-SUD	PERDRIX	SAMUEL

CHAÎNE DE COMMANDEMENT

CHEF DE GROUPE COS / PC			
1	ARQUES-LA-BATAILLE	MONCHY	PASCAL
2	AUMALE	BOCLET	JEAN-BERNARD
3	BACQUEVILLE-EN-CAUX	JOUXTEL	JEROME
4	BARENTIN	CAUMONT	JEAN-CHARLES
5	BARENTIN	RICHARD	SEBASTIEN
6	BLANGY-SUR-BRESLE	LECANU	CHRISTOPHE
7	BOLBEC	DUCLOS	SYLVAIN
8	BOLBEC	PLOTTON	GUY
9	BOLBEC	VIGER	STEPHANE
10	BOSC-LE-HARD	LAGNEL	FABRICE
11	BUCHY	LEBERRERA	GERALD
12	CANY-BARVILLE	CANHAN	CHRISTOPHE
13	CANY-BARVILLE	MOUSSE	EMMANUEL
14	CANTELEU	COLNOT	THIERRY
15	CANTELEU	FANEL	AURELIEN
16	CANTELEU	LEFEUVRE	GREGORY
17	CANY-BARVILLE	JOLY	CLEMENT
18	CAUCRIAUVILLE	GOUGNOT	FLORENT
19	CAUCRIAUVILLE	LETOURNELLE	OLIVIER
20	CAUDEBEC-EN-CAUX	CIVES	MARIO
21	CAUDEBEC-EN-CAUX	MAROUSE	DANIEL
22	CENTRE DE FORMATION	MENDY	EMMANUEL
23	CRICQUETOT-L'ESNEVAL	MILAN	GILBERT
24	DIEPPE	LEQUEN	JULIEN
25	DIRECTION	CADINOT	STEPHANE
26	DIRECTION	DUPRE	CYRIL
27	DIRECTION	GOMEZ	PATRICE
28	DIRECTION	HUET	CHRISTOPHE
29	DIRECTION	ROBERT	YANNICK
30	DIRECTION	STEFIC	WILFRIED
31	DIRECTION	TESNIERE	HERVE
32	DOUDEVILLE	MOGIS	FRANÇOIS
33	ELBEUF	DUBUC	JOEL
34	ELBEUF	LEBORGNE	CEDRIC
35	ELBEUF	VACLE	NICOLAS
36	ETRETAT	JEAN	ERIC
37	FECAMP	FIQUET	PHILIPPE
38	FECAMP	LEVASSEUR	DAVID
39	FECAMP	THEBAULT	DAMIEN
40	FORGES-LES-EAUX	MALLET	EMMANUEL

CHAÎNE DE COMMANDEMENT

CHEF DE GROUPE COS / PC (suite)			
41	GAMBETTA	PICOT	JEAN-PHILIPPE
42	GODERVILLE	ROQUIGNY	ANTOINE
43	GOURNAY-EN-BRAY	FONTAINE	LAURENT
44	GOURNAY-EN-BRAY	VASSEUR	FREDERIC
45	GRAND-COURONNE	BENARD	SEBASTIEN
46	GROUPEMENT EST	CREIGNOU	FRANCOIS
47	GROUPEMENT EST	LETROUX	PHILIPPE
48	GROUPEMENT EST	PAILLETTE	JULIEN
49	GROUPEMENT OUEST	BEUX	HERVE
50	GROUPEMENT OUEST	CHEVALIER	THIERRY
51	GROUPEMENT OUEST	LE GROS	LIONEL
52	GROUPEMENT OUEST	PRIGENT	SEBASTIEN
53	GROUPEMENT OUEST	RESSE	SYLVAIN
54	GROUPEMENT OUEST	URBAIN	MICKAEL
55	GROUPEMENT SUD	ALLEAU	ERIC
56	GROUPEMENT SUD	LEFEVRE	ANNE
57	GROUPEMENT SUD	LEMAIRE	OLIVIER
58	GROUPEMENT SUD	LEROUX	ANTHONY
59	GROUPEMENT SUD	TROCHU	PAUL
60	INCHEVILLE	BOUCHER	JOSE
61	LA MAILLERAYE-SUR-SEINE	DUPARC	JEAN-PHILIPPE
62	LA MAILLERAYE-SUR-SEINE	FERRAND	FREDERIC
63	LE GRAND-QUEVILLY	BONTE	WILLIAM
64	LE HAVRE-NORD	CHUPEAU	MARINE
65	LE HAVRE-NORD	LE FICHANT	YOHAN
66	LE HAVRE-SUD	DESBOIS	THIBAUT
67	LE HAVRE-SUD	LAMBERT	FRANCK
68	LE TRAIT	BOULANGER	JEROME
69	LES PRES-SALES	BOIMARE	JEAN-PIERRE
70	LES PRES-SALES	QUESNEL	OLIVIER
71	LES PRES-SALES	REGNIER	DAVID
72	LES PRES-SALES	VIOGNE	CHRISTOPHE
73	LILLEBONNE	CADINOT	BENOIT
74	LILLEBONNE	DEHORS	PATRICK
75	LONGUEVILLE-SUR-SCIE	QUESNEL	ERIC
76	LUNERAY	GILLES	FRANCK
77	LUNERAY	GILLES	PHILIPPE
78	MONTIVILLIERS	MAHIEU	RICHARD
79	NEUFCHATEL-EN-BRAY	DORAY	SEBASTIEN
80	NEUFCHATEL-EN-BRAY	GRUMETZ	LAURENT
81	NEUFCHATEL-EN-BRAY	WAWRZYNIAK	MARC
82	NOTRE-DAME-DE-GRAVENCHON	MESQUITA	PEDRO
83	OFFRANVILLE	LEPETIT	MATHIEU

CHAÎNE DE COMMANDEMENT

CHEF DE GROUPE COS / PC (suite)			
84	PAVILLY	DELABRIERE	SYLVAIN
85	PAVILLY	FOURNIER	MICKAEL
86	ROUEN-SUD	PAYSANT	MATHIEU
87	ROUEN-SUD	STER	BENOIT
88	SAINT-AUBIN-LES-ELBEUF	PREMONT	JULIEN
89	SAINT-VALERY-EN-CAUX	BAILLEUL	HERVE
90	SAINT-VALERY-EN-CAUX	LECOUTRE	PASCAL
91	SOTTEVILLE-LES-ROUEN	MERCIER	JONATHAN
92	SOTTEVILLE-LES-ROUEN	NOEL	REMY
93	TOURVILLE-LA-RIVIERE	DAVY	THIERRY
94	VALMONT	MOLLET	NICOLAS
95	YERVILLE	COTE	FABRICE
96	YERVILLE	LOTON	STEPHANE
97	YVETOT	CIVES	NICOLAS
98	YVETOT	COLLEMANT	FRANCOIS

CHEF DE GROUPE PC			
1	ANGERVILLE	KOZEL	RICHARD
2	CAUCRIAUVILLE	SOUDAIS	STEPHANE
3	CENTRE DE FORMATION	CHAUVIN	ERIC
4	CODIS	BACHELET	ALDERIC *
5	CODIS	GILLE	ERIC
6	DIEPPE	RODARIE	RENE
7	DIRECTION	NABAIS	JOACKIM
8	DIRECTION	TALON	ERIC
9	FECAMP	AMELOT	LUC
10	FRANQUEVILLE-ST-PIERRE	ANDRIEU	THOMAS
11	FRANQUEVILLE-ST-PIERRE	ANQUETIL	PHILIPPE
12	GAMBETTA	CHEDEVILLE	STEPHANE
13	GAMBETTA	DECHAMPS	OLIVIER
14	GOURNAY-EN-BRAY	DELAFOSSSE	LAURENT GEORGES
15	GROUPEMENT OUEST	PELICANT	ALAIN
16	GROUPEMENT SUD	HIS	JEAN LUC
17	GROUPEMENT SUD	LEFORT	ETIENNE
18	GROUPEMENT SUD	ZABIEGO	FRANCK
19	LE HAVRE-SUD	PERROT	LUDOVIC
20	SAINT-LAURENT-EN-CAUX	BOUDIN	STEPHANE
21	SAINT-SAENS	LEROY	GUILLAUME
22	TÔTES	TECHER	CHRISTOPHE
23	YVETOT	BOUDIN	DANY

RENFORT PC ET/OU CODIS (NON CHEF GROUPE)			
1	CODIS	BOURDAIN	STEPHANE *
2	GROUPEMENT OUEST	LOZANO	BRUNO
3	LE HAVRE-NORD	NOEL	LAURENT

* à titre provisoire, le temps de la montée en puissance du SGO

CHAÎNE DE COMMANDEMENT

OFFICIER SUPERVISEUR CTA-CODIS			
1	BARENTIN	RICHARD	SEBASTIEN
2	CANTELEU	HAUGUEL	RODOLPHE
3	CENTRE DE FORMATION	LEFORT	BLANDINE
4	CODIS	LEROY	JEREMY
5	DIEPPE	BALTENNECK	MAXIME
6	DIRECTION	CROS	ALEXANDRE
7	DIRECTION	DUQUESNE	STEPHANIE
8	DIRECTION	HELLO	VINCENT
9	DIRECTION	ROBERT	YANNICK
10	DIRECTION	STEFIC	WILFRIED
11	ELBEUF	LEBORGNE	CEDRIC
12	FECAMP	THEBAULT	DAMIEN
13	GROUPEMENT EST	PASSANI	JEAN-NOEL
14	GROUPEMENT OUEST	ERICHER	DAMIEN
15	GROUPEMENT SUD	LEFEVRE	ANNE
16	GROUPEMENT SUD	LEROUX	ANTHONY
17	LE HAVRE-NORD	PIETTE	YOHAN
18	LILLEBONNE	HURE	JULIEN
19	ROUEN-SUD	PAYSANT	MATHIEU
20	ROUEN-SUD	STER	BENOIT

CHAÎNE DE COMMANDEMENT

MÉDECIN ASTREINTE DÉPARTEMENTALE			
1	DIRECTION	SENEZ	THIERRY
2	GAMBETTA	BENICHO	ROLAND
3	GROUPEMENT OUEST	FORT	JEAN-LUC
4	GROUPEMENT SUD	DUVAL	FREDERIC

OFFICIER SANTÉ			
1	DIRECTION	GIROIS	VIRGINE
2	DIRECTION	JAHIER	STEPHANE
3	GROUPEMENT EST	BREE	FLORIAN
4	GROUPEMENT OUEST	DUMOUCHEL	MICKAEL
5	GROUPEMENT SUD	SERY	VANESSA

SOUTIEN SANITAIRE OPÉRATIONNEL			
1	ARQUES-LA-BATAILLE	LEHEURTHEUR	HELENE
2	BACQUEVILLE-EN-CAUX	BRUYNEEL	SEBASTIEN
3	BOLBEC	ROUSSIGNOL	LAETITIA
4	CANTELEU	POTTIER	LUDIVINE
5	ENVERMEU	DUHAMEL	MARIE-LAURE
6	FRANQUEVILLE-ST-PIERRE	ANQUETIL	KARINE
7	GAMBETTA	CORBIERE	CAMILLE
8	GAMBETTA	DE LACROIX DE LAVALETTE	ANNE
9	GAMBETTA	WALLON	GUILLAUME
10	GODERVILLE	BERRANGER	SEVERINE
11	GODERVILLE	LAINE	LAETITIA
12	GODERVILLE	VASSE	SAMSON
13	GODERVILLE	VASSE	STEPHANIE
14	GROUPEMENT EST	BAYEUL	MELANIE
15	GROUPEMENT EST	CARON	CATHERINE
16	GROUPEMENT EST	DUFOUR	CLEMENT
17	GROUPEMENT EST	LAROSE	ALEXANDRE
18	GROUPEMENT EST	MULOT DE LACROIX DE LAVALETTE	CARMEN
19	GROUPEMENT OUEST	DANNEBEY	EDOUARD
20	GROUPEMENT OUEST	LE STRAT	PIERRE-ANTOINE
21	GROUPEMENT OUEST	PIERRE	TIPHAINE
22	LA NEUVILLE-CHAMP-D'OISEL	BENAMEUR	MOHAMED
23	LE GRAND-QUEVILLY	LE GALL	MARCEL
24	LES PRES-SALES	COUSSIE	ESTELLE
25	LILLEBONNE	SABLIN	DAVID
26	LONDINIERE	CARPENTIER	ELISA
27	NEUFCHATEL-EN-BRAY	PILOGET	FRANCK
28	SAINT-SAENS	GUERARD	CORINNE
29	SERVAVILLE	DURAND	FRANCOIS
30	SERVAVILLE	PINON	PHILIPPE
31	SERVAVILLE	RIHAL	CHRISTOPHE
32	SOTTEVILLE-LES-ROUEN	LEFRANCOIS	DIMITRY
33	ST ROMAIN-DE-COLBOSC	PICAUT CALLE	LESLIE
34	ST VALERY-EN-CAUX	HENRION	STEPHANE
35	VALMONT	DEHAIS	DANIEL
36	YERVILLE	BEUZELIN	AMANDINE

PREFETE DE LA SEINE-MARITIME

Direction départementale des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Arrêté n° ~~17-119~~ du 25 AOUT 2017

fixant la liste d'aptitude opérationnelle départementale de la spécialité « prévention », mise à jour du mois d'août 2017.

La préfète de région Normandie, préfète de la Seine-Maritime

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, et notamment son article R 1424-52,
- l'arrêté du 25 janvier 2006 modifié fixant le guide national de référence relatif à la spécialité « prévention »
- l'arrêté préfectoral n° 17-17 du 24 février 2017 fixant la liste des sapeurs-pompiers déclarés aptes à exercer la spécialité « prévention » au titre de l'année 2017,

Sur proposition du Directeur départemental des services d'incendie et de secours,

ARRETE

Article 1 : Les sapeurs-pompiers dont les noms figurent dans l'annexe jointe sont déclarés aptes, au titre de l'année 2017, à exercer la spécialité prévention.

Article 2 : L'aptitude peut être retirée temporairement ou définitivement à tout agent précité non à jour en matière de formation de maintien des acquis.

Article 3 : L'arrêté préfectoral n° 17-17 du 24 février 2017 est abrogé.

Article 4 : Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours et le responsable départemental sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

Yvan CORDIER

PRÉVENTION

DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL			
1	DIRECTION	LAGALLE	JEAN-YVES

DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL ADJOINT			
1	DIRECTION	VITALBO	MARC

RESPONSABLE DÉPARTEMENTAL			
1	DIRECTION	PORCELLI	PATRICK

PRV 3			
1	DIRECTION	CHISLARD	CHRIS
2	DIRECTION	FILLEBIEN	VALERIE
3	DIRECTION	RONDEAU	JEAN-PIERRE
4	GROUPEMENT SUD	TROCHU	PAUL

PRV 2			
1	DIRECTION	GOUGNOT	FLORENT
2	DIRECTION	LAGON	BENOIT
3	DIRECTION	NABAIS	JOACKIM
4	DIRECTION	ROBERT	YANNICK
5	DIRECTION	ROUTIER	SEBASTIEN
6	DIRECTION	SCHERZER	FRANÇOIS
7	DIRECTION	TRAN	VANESSA
8	GROUPEMENT OUEST	CHEVALIER	THIERRY
	GROUPEMENT OUEST	GONDE	DIDIER
9	GROUPEMENT OUEST	PELICANT	ALAIN
10	GROUPEMENT OUEST	PRIGENT	SEBASTIEN
11	GROUPEMENT SUD	CAPRON	REGIS
12	GROUPEMENT SUD	HIS	JEAN-LUC
13	GROUPEMENT SUD	LATISTE	FABRICE
14	GROUPEMENT SUD	LEMAIRE	OLIVIER
15	GROUPEMENT SUD	ZABIEGO	FRANCK

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES ET
AUTORISATIONS A RECOURIR A DES TRANSFORMATIONS
DE POSTES BUDGETAIRES**

Le 06 septembre 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 août 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

I - Création et suppression de postes

- **Création temporaire** : néant
- **Création permanente** : néant
- **Suppression** : néant

Pour information : Le Conseil d'administration, par délibération du 10/02/2017 prise après avis du comité technique du 25/01/2017 a acté la suppression d'un poste de rédacteur au sein du groupement Sud à compter du 01/09/2017. Cette suppression de poste ne pouvait être prise en considération dans le tableau des effectifs qu'à compter du départ effectif de l'agent.

II - Ajustement des emplois budgétaires

a) au sein de la filière sapeur-pompier

- 1 poste de caporal transformé en poste de caporal-chef ;
- 3 postes de sergents transformés en postes de caporaux ;
- 10 postes d'adjudants transformés en postes de caporaux ;
- 2 postes de sergents transformés en postes d'adjudants ;

A la suite de la commission administrative paritaire nationale du 21 juin 2017 :

- 1 poste d'infirmier de classe normale transformé en poste d'infirmier hors classe ;

b) au sein de la filière administrative et technique

- 1 poste d'adjoint administratif transformé en poste de rédacteur ;

A la suite de la commission administrative paritaire de catégorie C de juin 2017 et pour régularisation à compter du 01/07/2017 :

- 1 poste d'adjoint technique transformé en poste d'agent de maîtrise ;

c) Sur les postes temporaires

- 1 poste de lieutenant transformé en poste de capitaine ;

III – Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels

En l'absence de candidats titulaires répondant au profil recherché, les postes suivants pourront être tenus par des agents contractuels recrutés sur la base de l'article 3-2 ou de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

- Technicien transmission, technicien à technicien principal de 1^{ère} classe au sein du groupement des systèmes d'informations ;

- Technicien hygiène et sécurité, technicien principal de 2^{ème} classe au sein de la mission qualité de vie au travail ;

Dans le cadre du remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels, le poste suivant pourra être tenu par un agent contractuel recruté sur la base de l'article 3-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

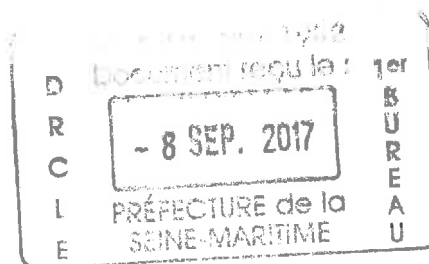
- Menuisier, adjoint technique à agent de maîtrise au sein du groupement emplois, activités et compétences ;

*
* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 01/09/2017			ECART POURVUS / BUDGETAIRES
		BCA du 05/07/2017	Création de poste	Suppression de poste	BCA du 06/09/2017	Titulaires	Contractuels	Effectif total	
Directeur départemental	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0
Directeur départemental adjoint	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0
EMPLOIS FONCTIONNELS		2	0	0	2	2	0	2	0
A1	Contrôleur général	0			0	0	0	0	0
	Colonel hors classe	0			0	0	0	0	0
	Colonel	0			0	0	0	0	0
	Lieutenant Colonel	10			10	10	0	10	0
A2	Commandant	23			23	23	0	23	0
	Capitaine	34			34	34	0	34	0
B1	Lieutenant hors classe	4			4	4	0	4	0
B2	Lieutenant 1ère classe	37			37	33	0	33	-4
B3	Lieutenant 2ème classe	30			30	26	0	26	-4
C1	Adjudants	193	2	10	185	183	0	183	-2
	Sergents	193		5	188	155	0	188	0
C2	Caporal-chef	71	1		72	71	0	71	-1
	Caporal	300	13	1	312	297	0	297	-15
C3	Sapeur	2			2	2	0	2	0
FILIERE SFP hors SSSM		897	16	16	897	871	0	871	-26
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			1	1	0	1	0
	Médecin hors classe	2			2	1	1	2	0
	Médecin de classe normale	0			0	0	0	0	0
	Pharmacien de classe normale	2			2	2	0	2	0
A	Cadre de santé de 2ème classe	1			1	1	0	1	0
A	Infirmier hors classe	0	1		1	1	0	1	0
A	Infirmier de classe supérieure	3			3	3	0	3	0
A	Infirmier de classe normale	1		1	0	0	0	0	0
FILIERE SSSM		10	1	1	10	9	1	10	0
A1	Directeurs Territoriaux	1			1	0	1	1	0
A2	Attachés Territoriaux	15			15	9	4	13	-2
B	Rédacteurs Territoriaux	39	1	1	39	30	8	38	-1
C	Adjointes Administratifs	98		1	97	94	1	95	-2
FILIERE ADMINISTRATIVE		153	1	2	152	133	14	147	-5
B	Assistant socio-éducatif principal	1			1	1	0	1	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0	1	1	0	1	0
A	Ingénieurs territoriaux	10			10	5	4	9	-1
B	Techniciens territoriaux	27			27	21	6	26	-1
C1	Agents de Maîtrise	26	1		27	24	3	27	0
C2	Adjointes Techniques*	43		1	42	27	2	39	-3
FILIERE TECHNIQUE		106	1	1	106	87	14	101	-5
TOTAUX		1169	19	20	1168	1103	29	1132	-36
Emplois temporaires	Caporal	8			8	0	0	0	-8
	Capitaine	1			1	0	0	0	-1
		9	0	0	9	0	0	0	-9

Effectifs non permanents prévus*	nombre
contractuels	6
Engagés de service civique	0
Apprenti	2
Emplois d'avenir	3
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	1
Agent mis à disposition TOTAL/CNPE	4

* effectif non permanent (remplacement maladie, surcroit d'activité, maternité...)

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**AUTORISATION AU PRESIDENT POUR LA MISE EN ŒUVRE
DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE
ET L'ACCOMPAGNEMENT D'UN AGENT DU SDIS 76**

Le 06 septembre 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 août 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Conformément à la délibération du Conseil d'administration du 27 mai 2015 portant délégation de compétences, le Bureau doit donner au président, une autorisation pour mettre en œuvre la protection fonctionnelle des agents du Service départemental d'incendie et de secours.

En effet, l'article 11 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires dispose que « Les fonctionnaires bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la collectivité publique dont ils dépendent, conformément aux règles fixées par le code pénal et les lois spéciales ». Cette garantie est également étendue aux non-titulaires.

Aussi, les agents publics bénéficient de la protection de leur administration contre les attaques dont ils sont victimes à l'occasion de leurs fonctions mais également lorsque leur responsabilité est mise en cause à l'occasion de faits commis dans l'exercice de leurs fonctions et en dehors de toute faute personnelle détachable du service.

*

* *

Le 15 mars 2017, un sapeur-pompier professionnel affecté au Centre d'incendie et de secours du Havre Sud, Monsieur François HERVIOU a été victime de « violences sur un sapeur-pompier sans incapacité » sur la commune du Havre.

En effet, lorsque les secours se sont présentés sur les lieux, la victime, en état d'ivresse apparente, a refusé d'être prise en charge par les sapeurs-pompiers. Celle-ci s'est débattue et a porté plusieurs coups au caporal François HERVIOU.

L'auteur de cette infraction a été identifié et une audience se tiendra le 17 octobre 2017 devant le tribunal de grande instance du Havre.

Monsieur François HERVIOU a demandé à bénéficier de la protection fonctionnelle conformément à l'article 11 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

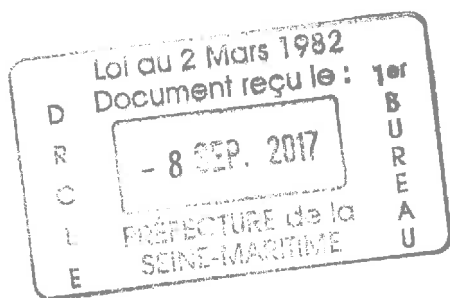
Ainsi, j'ai l'honneur de vous demander de m'autoriser à mettre en œuvre la protection fonctionnelle dans le cadre de ce dossier, soit :

- prendre tous les actes et réaliser toutes les démarches nécessaires pour accompagner Monsieur François HERVIOU,
- recourir le cas échéant au service d'un avocat,
- engager les frais relatifs à la mise en œuvre de la protection fonctionnelle.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.



Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**DEMANDE DE RENOUELEMENT D'HABILITATION DE FORMATION DES
JEUNES SAPEURS-POMPIERS
UDSP 76 / SDIS 76**

Le 06 septembre 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 août 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

L'Union départementale des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime (Udsp 76) forme les jeunes sapeurs-pompiers (JSP) afin de développer leur esprit de solidarité, de leur proposer toutes activités concourant à leur épanouissement et les initier aux techniques propres aux sapeurs-pompiers. La formation comprend quatre modules. Les JSP titulaires du brevet national peuvent être recrutés comme sapeur-pompier volontaire et participer aux opérations de secours après avoir suivi les formations complémentaires.

En vue d'assurer la formation des JSP et de les préparer au brevet national de jeunes sapeurs-pompiers, pour la période du 1^{er} septembre 2017 au 1^{er} septembre 2020, l'Udsp 76 est habilitée par le préfet, après avis du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

A ce titre, il convient d'approuver les termes de la convention et d'autoriser le président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER





Date de validation _ / _ / _

**Dossier de demande de renouvellement
d'habilitation à la formation
des jeunes sapeurs-pompiers**

**Union départementale des sapeurs-pompiers de
Seine Maritime**

**Période d'habilitation : du 1^{er} septembre 2017
au 1^{er} septembre 2020**

TABLE DES MATIÈRES

1- PREAMBULE	3
2. LE DEROULEMENT DE LA FORMATION	4
2.1 Le public.....	4
2.2 Le programme de la formation.....	4
2.3 Les modalités d'évaluation pendant la formation	4
2.4 L'examen du brevet national de jeunes sapeurs-pompiers	5
3. LES RESSOURCES PEDAGOGIQUES DE L'UNION DEPARTEMENTALE DES SAPEURS-POMPIERS DE SEINE MARITIME.....	5
3.1 L'équipe pédagogique.....	5
3.2 Les moyens pédagogiques	6
3.3 La commission des jeunes sapeurs-pompiers de l'union départementale	6
4. LE COMITE PEDAGOGIQUE DEPARTEMENTAL	7
5. LE FORMULAIRE DE DEMANDE D'HABILITATION	8

1- PREAMBULE

L'union départementale forme les jeunes sapeurs-pompiers en vue de développer leur esprit de solidarité, de leur proposer toutes activités concourant à leur plein épanouissement et de les initier aux techniques propres aux sapeurs-pompiers afin de susciter des vocations.

Afin d'organiser la formation des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires, et de garantir l'unicité de la doctrine des enseignements dispensés, la direction de la sécurité civile - bureau du métier de sapeur-pompier, de la formation et des équipements - a élaboré le schéma national des emplois, des activités et des formations des sapeurs-pompiers.

Le dispositif de formation des jeunes sapeurs-pompiers est en adéquation avec celui d'équipier, issu du guide national de référence des emplois, des activités et des formations des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires.

La formation des jeunes sapeurs-pompiers a pour but de leur inculquer savoir, savoir faire et savoir être nécessaires pour leur permettre dans le futur, en tant que sapeurs-pompiers professionnel ou volontaire, de mobiliser les capacités acquises afin de participer en toute sécurité à l'activité opérationnelle des services d'incendie et de secours.

La formation à la délivrance du brevet national de jeunes sapeurs-pompiers permet l'acquisition, dans le respect des valeurs des sapeurs-pompiers, des connaissances portant sur les techniques mises en œuvre par les sapeurs-pompiers et d'une aptitude dans les domaines suivants :

- secours à personnes
- lutte contre les incendies
- protection des biens et de l'environnement

Elle comprend une information précisant le cadre administratif et juridique dans lequel évoluent les sapeurs-pompiers.

L'union départementale de sapeurs-pompiers est habilitée par le préfet, après avis du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours, en vue d'assurer la formation des jeunes sapeurs-pompiers et de les préparer au brevet national de jeunes sapeurs-pompiers.

2- LE DEROULEMENT DE LA FORMATION

2-1 Le public

L'union départementale regroupe des jeunes âgés de onze à dix-huit ans, répartis en quatre catégories strictement calquées sur les catégories définies par la fédération française d'athlétisme : benjamins, minimes, cadets et juniors.

Les jeunes sapeurs-pompiers justifient :

- d'un certificat médical d'aptitude physique
- d'une autorisation parentale
- d'un certificat de vaccination antitétanique en cours de validité

Le nombre des stagiaires est défini par le responsable pédagogique local de la section de jeunes sapeurs-pompiers, en fonction du nombre de formateurs et des moyens pédagogiques dont il dispose.

2-2 Le programme de la formation

La formation théorique et pratique des jeunes sapeurs-pompiers est essentiellement fondée sur l'apprentissage des techniques de secours et l'entraînement sportif.

Cette formation est déclinée en quatre modules intitulés JSP1, JSP2, JSP3 et JSP4.

La formation est dispensée sur quatre ans ou trois ans (si le module JSP1 et le module JSP2 sont enseignés la première année) : en période scolaire (les mercredis ou samedis) et ponctuellement pendant les vacances scolaires.

Le programme enseigné est celui défini dans les scénarios pédagogiques élaborés par la direction de la sécurité civile.

Un livret individuel de formation du jeune sapeur-pompier est mis à jour par le responsable de la section sous le contrôle du président de l'union départementale.

Ce livret est présenté lors de la mise en œuvre de la procédure de reconnaissance des attestations, titres et diplômes permettant d'accorder les validations et dispenses de formation lors d'un premier engagement comme sapeur-pompier volontaire.

2-3 Les modalités d'évaluation pendant la formation

Les décisions de validation formative sont prises par le président de l'union départementale de sapeurs-pompiers.

Les décisions de validation certificative sont prises par le directeur départemental des services d'incendie et de secours, sur proposition du président de l'union départementale de sapeurs-pompiers.

2-4 L'examen du brevet national de jeunes sapeurs-pompiers

Le brevet national de jeunes sapeurs-pompiers sanctionne, au terme de la dernière année, la formation dispensée par l'union départementale de sapeurs-pompiers habilitée.

Chaque année, le préfet, sur proposition du directeur départemental des services d'incendie et de secours :

- fixe un calendrier prévisionnel des sessions des formations et de l'examen du brevet national de jeunes sapeurs-pompiers
- constitue le jury d'examen pour l'obtention du brevet national de jeunes sapeurs-pompiers

3- LES RESSOURCES PEDAGOGIQUES DE L'UNION DEPARTEMENTALE DES SAPEURS-POMPIERS DE LA SEINE MARITIME

L'union départementale des sapeurs-pompiers de Seine Maritime est articulée en sections locales, pour la formation des jeunes sapeurs-pompiers et la préparation à l'examen du brevet national de jeunes sapeurs-pompiers.

Ces sections locales sont directement rattachées à un centre d'incendie et de secours, elles sont placées sous l'autorité conjointe du chef de centre et du responsable de la section désigné par le Président de l'Union.

Cette formation est organisée sous la responsabilité du président de l'union départementale de sapeurs-pompiers, qui détermine ses modalités pratiques de mise en œuvre.

3-1 L'équipe pédagogique des sections locales

La spécificité liée à l'âge des stagiaires nécessite une formation adaptée des personnels encadrant les sections de jeunes sapeurs-pompiers.

C'est pourquoi la formation délivrée aux jeunes sapeurs-pompiers doit s'effectuer en toute circonstance en présence et sous la responsabilité d'un sapeur-pompier majeur, titulaire du diplôme d'animateur de jeunes sapeurs-pompiers et inscrit annuellement sur une liste départementale après avis du comité pédagogique départemental.

L'équipe pédagogique de chaque section peut s'adjoindre des personnes n'ayant pas la qualité d'animateur s'ils détiennent des compétences dans les matières prévues au programme de formation, ou s'ils participent en qualité de membres associés à l'Union Départementale à l'encadrement et l'accompagnement des enfants. Toutes ces personnes devront être à jour de leurs cotisations.

Une équipe pédagogique départementale orchestrée par le Président délégué à la Commission des jeunes sapeurs-pompiers est constituée et composée de tous les responsables de section.

Les responsables de sections réalisent, conjointement avec le chef de centre, la mise en œuvre pédagogique et technique de la formation dans le respect des scénarios pédagogiques. Ils dirigent l'équipe pédagogique de la section, et assurent le suivi disciplinaire, administratif et médical des jeunes sapeurs-pompiers.

3-2 Les moyens pédagogiques

L'union départementale bénéficie, par convention en date du 04/03/2014, du support matériel et logistique du service départemental d'incendie et de secours de Seine Maritime.

Par conséquent, selon la nature des enseignements, les formateurs s'appuient :

- sur les salles de cours présentes dans chaque centre d'incendie et de secours, pour les enseignements théoriques
- sur les sites internes ou extérieurs (cours de caserne, remise, tours de manœuvre, salles de sports, piscines, stades, espaces naturels) pour les enseignements pratiques et l'entraînement sportif.

3-3 La commission des jeunes sapeurs-pompiers de l'union départementale de Seine Maritime.

Sous la responsabilité du président de l'union départementale, une commission des jeunes sapeurs-pompiers est chargée de lui donner son avis sur les questions relatives au fonctionnement des sections locales des jeunes sapeurs-pompiers.

Cette commission comprend les membres suivants :

- le Président délégué à la Commission des jeunes sapeurs-pompiers membre du conseil d'administration de l'union départementale,
- les membres du comité exécutif de l'Union Départementale,
- Les responsables de section de jeunes sapeurs-pompiers,
- L'Adjoint au chef du Groupement EAC,
- De conseillers techniques (facultatifs).

4- Le comité pédagogique départemental

En application du guide national de formation des jeunes sapeurs-pompiers, il est institué un comité pédagogique départemental.

Son rôle consiste à uniformiser les programmes de formation, coordonner la gestion des formateurs, et optimiser l'organisation de la formation et des épreuves du brevet national de jeunes sapeurs-pompiers.

Ce comité, présidé par le directeur départemental des services d'incendie et de secours, est composé comme suit :

- le Président de l'union départementale,
- le Médecin-chef du SDIS76,
- l'Adjoint au chef du Groupement EAC,
- le Président délégué à la Commission des jeunes sapeurs-pompiers le responsable départemental de la formation des jeunes sapeurs-pompiers,
- Un responsable de section ayant la qualité de chef de centre,
- Un éducateur sportif titulaire de l'UV EPS 2,
- Un conseiller technique.

5- LE FORMULAIRE DE DEMANDE D'HABILITATION A LA FORMATION DES JEUNES SAPEURS-POMPIERS

Centre de formation demandeur :
Union départementale des sapeurs-pompiers de Seine Maritime
Durée de l'habilitation :
3 ans - Septembre 2017 à septembre 2020
Références réglementaires :
Décret n°2000-825 modifié du 28 août 2000 relatif à la formation des jeunes sapeurs-pompiers et portant organisation du brevet national de jeunes sapeurs-pompiers
Arrêté du 10 octobre 2008 relatif aux jeunes sapeurs-pompiers
Circulaire n°NOR/INTE080177C du 18 novembre 2008, relative à l'organisation de la formation et du brevet national de jeunes sapeurs-pompiers
Avis favorable du conseil d'administration du SDIS de Seine Maritime Délibération n°CA- _____
Formation :
Jeunes sapeurs-pompiers âgés de 11 à 18 ans
Scénarios pédagogiques de référence :
DSC 2008 - Guide national de formation des jeunes sapeurs-pompiers
DSC 2008 - Scénario pédagogique JSP 1
DSC 2008 - Scénario pédagogique JSP 2
DSC 2008 - Scénario pédagogique JSP 3
DSC 2008 - Scénario pédagogique JSP 4
Informations complémentaires :
<p>Cette demande a été complétée avec les données valables pour l'exercice 2016/2017.</p> <p>L'union départementale est articulée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en 23 sections locales, dont les effectifs de jeunes sapeurs-pompiers varient annuellement en fonction des candidatures éventuelles et des capacités d'encadrement en formateurs qualifiés

Niveaux :	Effectifs départementaux :	Durée de la formation (sport non compris) :
JSP 1	113	40 HEURES ENVIRON
JSP 2	116	50 HEURES ENVIRON
JSP 3	82	54 HEURES ENVIRON
JSP 4	77	88 HEURES ENVIRON

[illegible]

N°2017-BCA-60

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE PARTENARIAT D'ANALYSE ET DE FORMATION
INSA / SDIS 76**

Le 06 septembre 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 août 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) souhaite renouveler le partenariat initié en 2010 avec l'Institut national des sciences appliquées de Rouen (Insa).

Dans le cadre de la présente convention, il est établi un partenariat à titre gracieux entre l'Insa et le Sdis 76. L'Insa prêtera son concours au Sdis 76 dans la réalisation de prestations d'analyses d'échantillons de produits chimiques prélevés par le Sdis 76 et réalisera des formations à destination des agents du Sdis 76.

Le Sdis 76 quant à lui assurera des formations à destination des étudiants de l'Insa.

Ce partenariat s'effectue dans le cadre d'un conventionnement entre les deux établissements.

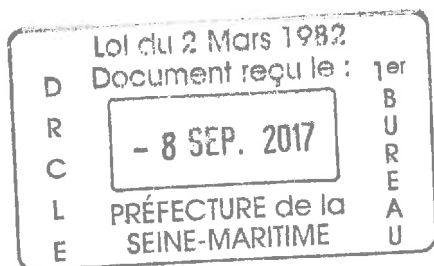
A ce titre, il convient d'approuver les termes de la convention et d'autoriser le président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



CONVENTION DE PARTENARIAT D'ANALYSE ET DE FORMATION ENTRE LE SDIS 76 ET L'INSA

Entre :

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Seine-Maritime dont le siège est 6 rue du Verger – CS 40078 – 76192 YVETOT CEDEX

Désigné ci-après par « le SDIS 76 »

Représenté par monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président du conseil d'administration.

d'une part,

ET

L'Institut National des Sciences Appliquées de Rouen dont le siège est 685 avenue de l'Université - BP 8 - 76800 SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY.

Désigné ci-après par « l'INSA »

Représenté par monsieur Mourad BOUKHALFA, agissant en qualité de Directeur.

d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

Dans le cadre de la présente convention, il est établi un partenariat à titre gracieux entre l'INSA et le SDIS 76. L'INSA prêterait son concours au SDIS 76 dans la réalisation de prestations d'analyses d'échantillons de produits chimiques prélevés par le SDIS 76 et réaliserait des formations à destination des agents du SDIS 76.

Le SDIS 76 quant à lui assurerait des formations à destination des étudiants de l'INSA.

Les contributions de l'INSA se déclinent au travers des points suivants :

- la mise à disposition de personnel, des locaux et des installations (laboratoire) de l'INSA,
- le conseil technique sur le choix et la mise en œuvre des matériels de détection,
- la formation.

Les contributions du SDIS 76 se déclinent au travers des points suivants :

- la formation auprès des étudiants de l'INSA.

Article 2 : Modalités et contenu de la formation

L'INSA prête son concours en qualité d'expert au SDIS 76 dans le cadre d'un soutien à la formation des spécialistes du risque chimique du SDIS 76. Une liste d'intervenants est établie par le directeur de l'INSA.

Ces séances de formation se déroulent dans les locaux de l'INSA ou dans les locaux du SDIS 76 pour un volume horaire d'environ 8 heures maximum par an.

Le SDIS 76 assure au profit de l'INSA, une prestation de formation pour un volume de 30 heures maximum par an.

Les deux parties établissent annuellement une programmation de ces séances de formation.

Article 3 : Prestation d'analyses

Les conclusions des analyses transmises par l'INSA ne pourront être opposées à l'INSA, au SDIS 76 ou aux tiers.

Dans le cadre de cette contribution, les prestations d'analyses ne sauront excéder un maximum de 10 participations.

L'INSA répondra aux demandes et aux sollicitations du SDIS 76 selon les disponibilités (matériels et/ou humaines) et ses capacités. Il ne pourra être reproché à l'INSA de n'avoir pu répondre à une demande du SDIS 76.

Article 4 : Conseil technique

L'INSA apporte un conseil technique sur le choix et la mise en œuvre des matériels de détection appartenant au SDIS 76.

Article 5 : Identification des intervenants

Dans le cadre de la prestation d'analyses, les personnels désignés par le directeur de l'INSA sont mis à disposition du SDIS 76 selon leur disponibilité.

La mise en action de l'INSA se fera par l'intermédiaire du Conseiller Technique Départemental Risques Chimiques du SDIS 76.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d'un an. Elle pourra être renouvelée trois fois par tacite reconduction, à moins qu'il y soit mis fin par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec avis de réception et moyennant le respect d'un préavis de trois mois avant l'expiration de la période contractuelle en cours.

Elle entrera en vigueur à la date de signature.

Article 7 : Evaluation de la convention

Le dispositif fera l'objet d'une évaluation annuelle entre les parties aux présentes. Les parties évalueront le fonctionnement du dispositif contracté.

L'évaluation prendra en compte notamment :

- le nombre de prestations d'analyses réalisées par l'INSA,
- l'adéquation des formations dispensées par rapport aux programmes et aux attentes des étudiants ou des stagiaires sapeurs-pompiers.

Trois mois avant échéance des présentes, les parties examineront et réajusteront si besoin est, le dispositif tout en respectant l'objectif général de la présente convention.

Article 8 : Responsabilité et Assurances

En ce qui concerne les activités de formation :

Le SDIS 76 déclare avoir couvert sa responsabilité civile auprès d'une compagnie d'assurance et s'engage à remettre à l'INSA une attestation d'assurance.

L'INSA déclare avoir couvert sa responsabilité civile auprès d'une compagnie d'assurance et s'engage à remettre au Sdis 76 une attestation d'assurance.

Article 9 : Financement de la formation

Cette formation est réalisée à titre gracieux.

Article 10 : Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause l'objectif général des présentes.

Article 11 : Modalité de résiliation de la convention

En cas de non respect des termes de la présente convention, les parties aux présentes pourront résilier par lettre recommandée avec accusé de réception avec préavis d'un mois.

Si l'une des parties souhaite dénoncer la présente convention en dehors des cas précités, elle pourra le faire par lettre recommandée avec accusé de réception avec préavis de trois mois.

Article 12 : Règlement des litiges et attribution des compétences

En cas de difficulté, litige ou contentieux lié à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les deux parties essaieront prioritairement de trouver un arrangement amiable, avant l'engagement d'un

éventuel recours. Si aucun règlement amiable n'est trouvé, les litiges ou contestations relatifs à la présente convention relèveront du Tribunal Administratif de Rouen.

La directrice générale des services de l'INSA et le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours sont chargés chacun pour ce qui les concerne de l'exécution de la présente convention.

Fait en 2 exemplaires originaux, une liste d'intervenants est établie par le directeur de l'INSA.

A Yvetot, le

A Saint-Etienne-du-Rouvray, le

Pour le Président,
et par délégation,
Le Directeur départemental adjoint des services
d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

Le Directeur de l'INSA

Colonel hors classe Marc VITALBO

Monsieur Mourad BOUKHALFA

PROJET

N°2017-BCA-61

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

CONVENTIONS DE FORMATION SDIS 53 / SDIS 76

Le 06 septembre 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 août 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Mayenne (Sdis 53) organise une formation « conception et encadrement d'une action de formation de formateur de formateurs » (CEAF - PAE FF) du 25 au 29 septembre, du 16 au 20 octobre et du 06 au 10 novembre 2017.

Dans le cadre d'un partenariat réussi, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) met à disposition un formateur pendant toute la durée de la formation et le Sdis 53 s'engage à accueillir un personnel du Sdis 76 en qualité de stagiaire, sans contrepartie financière.

Cette collaboration s'effectue dans le cadre d'un conventionnement entre les deux établissements.

Parallèlement, un second stagiaire du Sdis 76 est accueilli, lors de la même session de formation, pour un coût de 3 690,30 euros à la charge du Sdis 76.

Ce partenariat s'effectue dans le cadre d'un second conventionnement entre les deux établissements.

A ce titre, il convient d'approuver les termes des conventions et d'autoriser le président à les signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer les conventions ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

CONVENTION DE PARTENARIAT SDIS 53/SDIS 76 (n°2017-11-53)

IL EST CONCLU :

ENTRE

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Mayenne (SDIS 53)
Etablissement Public Départemental agréé pour la formation professionnelle,
représenté par Monsieur Olivier RICHOU, Président du Conseil
d'Administration

ET

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de Seine-Maritime
(SDIS 76)
représenté par Monsieur André GAUTIER, Président du Conseil
d'Administration, d'autre part,

IL A ETE CONCLU ET ARRÊTE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : La présente convention a pour objet de définir les modalités de partenariat
entre le SDIS de la Mayenne et le SDIS de Seine-Maritime.

ARTICLE 2 : La présente convention est conclue pour les périodes suivantes :
Formation "conception et encadrement d'une action de formation de formateur
de formateurs (CEAF-PAE FF)" du lundi 25 au vendredi 29 septembre, du
lundi 16 au vendredi 20 octobre et du lundi 06 au vendredi 10 novembre 2017.

ARTICLE 3 : Le SDIS de Seine-Maritime s'engage à mettre à la disposition du SDIS de la
Mayenne un (1) formateur, M. Grégory CLOUZEAU, durant la totalité de la
formation "CEAF – PAE FF" organisée par le SDIS de la Mayenne.

En contrepartie de la mise à disposition d'un formateur par le SDIS de Seine-
Maritime, le SDIS de la Mayenne s'engage à accueillir un personnel du SDIS
de Seine-Maritime, en qualité de stagiaire, M. Samuel BERTIN.

ARTICLE 4 : Le formateur et le stagiaire demeurent sous la responsabilité de leur employeur pendant le temps de la formation.

ARTICLE 5 : La mise à disposition du formateur par le S.D.I.S. de Seine-Maritime et la formation du stagiaire par le S.D.I.S. de la Mayenne ne donnent pas lieu à contrepartie financière entre les structures.
Le SDIS de la Mayenne s'engage à prendre en charge durant toutes les dates visées à l'article 2 de la présente convention l'hébergement et la restauration du personnel du SDIS de Seine-Maritime.

ARTICLE 6 : La présente convention prend effet à compter de la date de la signature. Elle prend effet avec l'exécution de la prestation objet de la présente sauf résiliation par l'une ou l'autre partie sous réserve de ce qui est exprimé ci-après.

Les parties peuvent mettre fin à la convention à tout moment pour tout motif d'intérêt général ou de service et par tout moyen écrit, sous réserve du respect d'un préavis de 14 jours. La résiliation de la présente n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité.

Fait à LAVAL, le 1er août 2017

Fait à le

*Pour le Président du Conseil d'Administration
du S.D.I.S. de la Mayenne,
et par délégation,
le Directeur Départemental Adjoint,
du Service d'Incendie et de Secours,*

*Pour le Président du Conseil d'Administration
du S.D.I.S. de Seine-Maritime
et par délégation,
le Directeur Départemental
du Service d'Incendie et de Secours*


Colonel Éric DUVERGER

Colonel Jean-Yves LAGALLE

CONVENTION DE FORMATION SDIS 53/SDIS 76 (n°2017-12-53)

IL EST CONCLU :

ENTRE

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Mayenne (SDIS 53)
Etablissement Public Départemental agréé pour la formation professionnelle,
représenté par Monsieur Olivier RICHEFOU, Président du Conseil
d'Administration

ET

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de Seine-Maritime
(SDIS 76)
représenté par Monsieur André CAUTIER, Président du Conseil
d'Administration, d'autre part.

IL A ETE CONVENU ET ARRÊTE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Mayenne s'engage à fournir au Service Départemental d'Incendie et de Secours de Seine-Maritime une prestation de service sous forme de cycle de formation "conception et encadrement d'une action de formation Formateurs de Formateurs" organisée, du lundi 25 au vendredi 29 septembre, du lundi 16 au vendredi 20 octobre et du lundi 06 au vendredi 10 novembre 2017, soit 15 jours de formation, suivie par :

M. Enrick THOMAS.

ARTICLE 2 : Le stagiaire demeure sous la responsabilité de son employeur pendant le temps de la formation.

ARTICLE 3 : La formation assurée par le SDIS de la Mayenne au profit des sapeurs-pompiers du SDIS de Seine-Maritime est réalisée au prix de 246,02 euros par jour, soit au total :
 $246,02 \text{ euros} \times 1 \text{ stagiaire} \times 15 \text{ jours} = 3\,690,30 \text{ euros}$ à régler par mandat administratif.
Les frais de restauration et d'hébergement en dehors des jours de stage seront facturés à hauteur de 80 € par week-end.

ARTICLE 4 : En cas d'absence à l'ouverture du stage sans que l'organisme en ait été prévenu au moins 14 jours avant le début du stage, l'établissement s'engage à supporter les frais pour la durée totale de la formation.

Fait à LAVAL, le 1er août 2017

Fait à le

*Pour le Président du Conseil d'Administration
du S.D.I.S. de la Mayenne,
et par délégation,
le Directeur Départemental Adjoint,
du Service d'Incendie et de Secours,*


Colonel Éric DUVERGER

*Pour le Président du Conseil d'Administration
du S.D.I.S. de Seine-Maritime
et par délégation,
le Directeur Départemental
du Service d'Incendie et de Secours*

Colonel Jean-Yves LAGALLE

PROJET

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE MOYENS DE PRELEVEMENT DE
GAZ/VAPEURS ENTRE ATMO-NORMANDIE ET LE SDIS 76**

Le 06 septembre 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 août 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

ATMO-NORMANDIE est une association agréée par le Ministère de l'Environnement pour la surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA).

Dans le cadre de sa mission statutaire consistant, de manière générale, à participer aux politiques publiques en matière de qualité de l'air, ATMO-NORMANDIE assure la gestion et le bon fonctionnement d'un dispositif de surveillance de la qualité de l'air en Normandie.

Dans le cadre de l'instruction gouvernementale du 12 août 2014 (parue à la suite de l'événement impliquant le site industriel Lubrizol en janvier 2013) relative à la gestion des situations incidentelles ou accidentelles impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement, ATMO-NORMANDIE a été désignée comme AASQA pilote chargée de réfléchir à une meilleure intégration des compétences de l'AASQA dans le processus de gestion de crise. En particulier, l'instruction demande aux AASQA de proposer un dispositif permettant de disposer d'échantillons conservatoires afin de pouvoir ultérieurement effectuer des vérifications sur l'impact des rejets dans l'atmosphère lors d'un incident/accident industriel. Les réflexions menées au niveau national ont mis en évidence des limites dans le champ d'intervention des AASQA pour le prélèvement d'échantillons d'air. D'une part, elles ne peuvent pas intervenir sur un sinistre tant que la sécurité de ses personnels ne peut pas être garantie. D'autre part, les AASQA ne sont ni organisées ni dimensionnées pour pouvoir intervenir 24/24h et 7/7j, en tout lieu du territoire régional et ce dans des délais d'action raisonnables.

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) intervient dans les meilleurs délais sur le département lors d'un incident/accident industriel pour sécuriser les personnes et les biens. La Cellule Mobile d'Intervention Chimique (CMIC) dispose de moyens spécifiques pour établir des diagnostics sur la contamination des différents milieux dont l'air ambiant. En particulier, elle est organisée pour prélever des échantillons gazeux et les faire analyser afin d'investiguer sur des situations particulières.

Dans le cadre de ses travaux liés à l'instruction du 12 août 2014, ATMO-NORMANDIE s'est rapprochée du Sdis 76 et sa Cellule Mobile d'Intervention Chimique afin de lui proposer la conclusion d'un partenariat au titre duquel :

➤ ATMO-NORMANDIE s'engage auprès du Sdis 76 :

- ✓ à assurer à ses frais la fourniture et le renouvellement de canisters pour le prélèvement rapide d'échantillons d'air ;
- ✓ à organiser à ses frais l'analyse chimique des échantillons prélevés ; et à informer le Sdis 76 des résultats obtenus ;
- ✓ à fournir au Sdis 76 des retours d'expérience sur les bonnes pratiques et les évolutions technologiques en matière de prélèvement et d'analyse.

➤ Le Sdis 76 réalise sous conditions de moyens humains disponibles les prélèvements d'échantillon d'air quand il le jugera utile.

Ce partenariat s'effectue dans le cadre d'un conventionnement entre les deux établissements.

A ce titre, il convient d'approuver les termes de la convention et d'autoriser le président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence ;

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



CONVENTION DE PARTENARIAT

*Pour le prélèvement et l'analyse d'échantillons
d'air ambiant lors de situations incidentelles ou
accidentelles*

ENTRE :

L'Association ATMO NORMANDIE,

Association loi 1901 créée en 1973 agréée par le Ministère de l'Environnement pour la surveillance de la qualité de l'air,

Dont le siège social est 3 rue de la Pomme d'Or -76000 ROUEN

Représentée par M./Mme _____, en sa qualité de
_____ de ladite association,

ci-après dénommée « ATMO NORMANDIE », D'UNE PART ;

ET

Le Service Opérationnel Départemental d'Incendie et de Secours de Seine Maritime,

Dont le siège social est situé _____ ;

Représentée par M./Mme _____, en sa qualité de
_____ de ladite société.

ci-après dénommée «SDIS 76», D'AUTRE PART.

ÉTANT PRÉALABLEMENT EXPOSÉ

ATMO NORMANDIE est une association agréée par le Ministère chargé de l'Environnement pour la Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA).

Dans le cadre de sa mission statutaire consistant, de manière générale, à participer aux politiques publiques en matière de qualité de l'air, ATMO NORMANDIE assure la gestion et le bon fonctionnement d'un dispositif de surveillance de la qualité de l'air en Normandie.

ATMO NORMANDIE est régulièrement sollicitée par la population et par les services de l'Etat pour des signalements de nuisances odorantes ou de tout autre phénomène inhabituel ayant une incidence sur la qualité de l'air. Dans la mesure du possible ATMO NORMANDIE s'efforce d'investiguer sur ces situations pour apporter des éléments d'information (dont mesures de qualité de l'air, résultats de modélisation) aux autorités comme aux citoyens.

Dans le cadre de l'instruction gouvernementale du 12 aout 2014 relative à la gestion des situations incidentelles ou accidentelles impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement, ATMO NORMANDIE a été désignée comme AASQA pilote chargée de réfléchir à une meilleure intégration des compétences de l'AASQA dans le processus de gestion de crise. En particulier, l'instruction demande aux AASQA de proposer un dispositif permettant de disposer d'échantillons conservatoires afin de pouvoir ultérieurement effectuer des vérifications sur l'impact des rejets dans l'atmosphère lors d'un incident/accident industriel. Les réflexions menées au niveau national ont mis en évidence des limites dans le champ d'intervention des AASQA pour le prélèvement d'échantillons d'air. D'une part, elles ne peuvent pas intervenir sur un sinistre tant que la sécurité de ses personnels ne peut pas être garantie. D'autre part, les AASQA ne sont ni organisées ni dimensionnées pour pouvoir intervenir 24/24h et 7/7j, en tout lieu du territoire régional et ce dans des délais d'action raisonnables.

Le SDIS 76 intervient dans les meilleurs délais sur le département lors d'un incident/accident industriel pour sécuriser les personnes et les biens. La cellule Risque Chimique et NRBC dispose de moyens spécifiques pour établir des diagnostics sur la contamination des différents milieux dont l'air ambiant. En particulier, elle est organisée pour prélever des échantillons gazeux et les faire analyser afin d'investiguer sur des situations particulières.

Dans le cadre de ses travaux liés à l'instruction du 12 aout 2014, ATMO NORMANDIE s'est rapprochée du SDIS 76 et sa cellule Risque Chimique afin de lui proposer la conclusion d'un partenariat au titre duquel :

- ATMO NORMANDIE s'engagerait auprès du SDIS 76 :
 - ✓ A assurer la fourniture de canisters pour le prélèvement rapide d'échantillons d'air ;
 - ✓ A organiser l'analyse chimique des échantillons prélevés ; et à informer le SDIS 76 des résultats obtenus

- ✓ A fournir au SDIS 76 des retours d'expérience sur les bonnes pratiques et les évolutions technologiques en matière de prélèvement et d'analyse
- Le SDIS 76 réaliserait sous conditions de moyens humains disponibles les prélèvements d'échantillon d'air quand il le jugera utile.

Le SDIS 76 s'est déclaré intéressé par la démarche proposée par ATMO NORMANDIE.

Les parties ont par conséquent entendu formaliser leur accord au titre de la présente Convention.

PROJET

IL A ENSUITE ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUI
--

ARTICLE 1. OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles :

- ATMO NORMANDIE prend en charge la fourniture de canisters au SDIS 76 ainsi que l'organisation des analyses chimiques des échantillons qui auront été prélevés ;
- LE SDIS 76 réalise, dans la limite des ressources humaines et matérielles disponibles, les prélèvements au moyen de ces canisters au cours d'intervention qui le nécessitent et le permettent après validation du commandant des opérations de secours, et les met à disposition d'ATMO NORMANDIE.

Les dispositions de la présente Convention sont exclusives de toutes autres et il n'existe pas d'arrangement, accord, interprétation ou garantie qui n'y soient spécifiés. Elles annulent et remplacent toutes propositions, conditions générales ou accords antérieurs et prévalent sur toutes autres communications entre les parties se rapportant à l'objet de la présente Convention.

Les avenants ultérieurs éventuels à la convention font partie intégrante de cette dernière et sont soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

ARTICLE 2. OBLIGATIONS D'ATMO NORMANDIE

2.1 Envoi régulier de canisters prêts à l'emploi sur le site du CODIS 76 à Yvetot

Sur la base des recommandations établies par les organismes de référence consultés (Ineris, Laboratoire Tera) concernant les bonnes pratiques relatives à l'usage des canisters, ATMO NORMANDIE s'engage à assurer le roulement nécessaire pour que les équipes de la Cellule Risques Chimiques du SDIS 76 puissent disposer en tout temps a minima de deux canisters prêts à l'emploi, c'est-à-dire reconditionné de moins de 4 mois.

Les canisters seront acheminés sur le site de la direction départementale du SDIS 76 à Yvetot soit par transporteur, soit par le personnel d'ATMO NORMANDIE.

2.2 Fourniture d'un protocole et formation

ATMO NORMANDIE fournit aux équipes du SDIS 76 concernées un mode opératoire détaillant l'utilisation des canisters pour le prélèvement d'échantillon.

ATMO NORMANDIE se met à disposition du SDIS 76 pour former les équipes du SDIS à l'utilisation du canister.

2.3 Analyse des échantillons prélevés par les équipes du SDIS 76

ATMO NORMANDIE organise l'analyse des échantillons prélevés par canister (choix du laboratoire prestataire, envoi des échantillons). La décision de faire analyser les canisters sera prise par ATMO NORMANDIE après discussion avec le SDIS 76.

2.4 Exploitation des données par ATMO NORMANDIE

ATMO NORMANDIE pourra exploiter librement les données issues de l'analyse des échantillons prélevés par le SDIS 76, afin d'informer ses partenaires, et en particulier le SDIS 76, sur la composition chimique de l'air prélevé.

ATMO NORMANDIE pourra également librement utiliser les résultats d'analyse dans le cadre d'une éventuelle communication vers le grand public.

Toute communication grand public dans laquelle le SDIS 76 sera cité comme ayant réalisé le prélèvement sera soumis préalablement à l'accord formel du SDIS 76.

2.5 Retours d'expérience

ATMO NORMANDIE s'engage à organiser après chaque prélèvement et analyse de canister un retour d'expérience portant sur les conditions du prélèvement, du transport, d'analyse, etc.

ARTICLE 3. OBLIGATIONS DU SDIS 76

3.1 Formation des équipes d'intervention

La ou les personne(s) référentes du SDIS 76 formée(s) par ATMO NORMANDIE à l'utilisation des canisters organise(nt) la formation des équipes chargées d'effectuer les prélèvements conformément au protocole établi par ATMO NORMANDIE.

3.2 Documentation de l'échantillon

Le SDIS 76 s'engage à documenter les échantillons prélevés (date, lieu) en remplissant les étiquettes fournies avec chaque canister.

3.3 Retours d'expérience

Le SDIS 76 s'engage à informer ATMO NORMANDIE de tout dysfonctionnement ou difficulté relative au prélèvement.

3.4 Communication

Le SDIS 76 communiquera sur les prélèvements qu'il réalise auprès de l'autorité préfectorale si cela est nécessaire.

ARTICLE 4. CONDITIONS FINANCIÈRES

Il est convenu que les parties à la présente Convention souscrivent les droits et obligations qui y sont exposés sans contrepartie financière de part ni d'autre.

ARTICLE 5. RESPONSABILITE

ATMO NORMANDIE ne garantit en rien la disponibilité permanente et le bon fonctionnement des canisters au moment où les équipes du SDIS 76 souhaiteraient en faire usage.

En conséquence, le SDIS 76 exonère ATMO NORMANDIE de toute responsabilité et renonce à tout recours contre ce dernier et ses assureurs, pour tout dommage de quelque nature qu'il soit ayant pour fait générateur un défaut de canister.

ATMO NORMANDIE dégage de toute responsabilité le SDIS 76 et renonce à tout recours contre ce dernier et ses assureurs quant au choix de réaliser ou non un prélèvement, et quant à la qualité du prélèvement qui aura été effectué (choix du lieu et du moment, contamination de l'échantillon, conditions de conservation de l'échantillon, ...).

ATMO NORMANDIE ne garantit en rien la qualité et la représentativité des analyses chimiques qui seront effectuées par un laboratoire tiers sur les échantillons prélevés par le SDIS 76.

En conséquence, le SDIS 76 exonère ATMO NORMANDIE de toute responsabilité et renonce à tout recours contre ce dernier et ses assureurs, pour tout dommage de quelque nature qu'il soit ayant pour fait générateur un défaut survenu lors de l'analyse des échantillons prélevés.

ARTICLE 6. DUREE

La présente convention est conclue à compter de sa date de signature pour une durée de 5 ans.

Chacune des parties pourra y mettre fin à tout moment, sous réserve de notifier sa décision de résiliation à l'autre partie, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois avant sa date de prise d'effet.

ARTICLE 7. RÉSILIATION

Tout manquement grave et/ou répété de l'une des parties à l'une quelconque de ses obligations contractuelles essentielles autorisera l'autre partie à rompre la présente convention de plein droit, sans intervention judiciaire, un mois après l'envoi d'une mise en demeure à la partie défaillante par lettre recommandée avec accusé de réception, non suivie d'exécution, et ce sans préjudice des dommages et intérêts que la partie non-

défaillante pourrait réclamer à la partie défaillante du fait du non-respect de ses obligations contractuelles.

ARTICLE 8 : INDEPENDANCE DES PARTIES

Il est entendu qu'aucune des deux parties, dans le cadre de la présente Convention, ne pourra être considérée comme associé, agent ou employé de l'autre partie. Chaque partie est une entité indépendante, gardant un contrôle entier et une responsabilité totale sur ses propres opérations et employés.

Rien dans cette Convention ne sera interprété de façon à accorder à l'une des parties tout droit ou autorité susceptible d'assumer ou de créer une obligation pour le compte ou au nom de l'autre ou d'accepter une assignation ou une procédure légale en lieu et place de l'autre.

ARTICLE 10. TOLÉRANCES

Le fait pour l'une ou l'autre des parties de ne pas relever les manquements de son cocontractant à ses obligations n'emporte pas renonciation de sa part à en invoquer ultérieurement l'exécution ou à se prévaloir des manquements contractuels ultérieurs.

ARTICLE 11. INTERPRÉTATION

L'annulation éventuelle d'une ou plusieurs clauses de la présente Convention par le Juge n'affecte pas la validité des autres dispositions.

En présence d'un doute sur l'interprétation d'une clause, dont l'une des interprétations la rendrait invalide tandis que l'autre la rendrait valable, les parties ont convenu que l'interprétation à privilégier est celle permettant l'application de la clause.

ARTICLE 12: INTÉGRALITE DE LA CONVENTION

La présente Convention reflète la totalité de l'accord entre ATMO NORMANDIE et le SDIS 76 relativement à son objet.

Ni l'une, ni l'autre des parties ne pourra se prévaloir d'aucune modification des clauses de cet accord, pas plus que de se prétendre dégagée des obligations contractuelles mises à sa charge, si ce n'est d'un commun accord et sous la forme d'un document écrit signé par les deux parties.

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs dispositions de ce contrat seraient déclarées nulles par le Juge, les autres dispositions conserveront leur validité et leur effectivité.

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Mode Opératoire – Prélèvement d'un échantillon d'air avec un canister

Fait à _____,

Le _____,

Pour ATMO NORMANDIE <i>Cachet</i>	Pour le SDIS 76 <i>Cachet</i>
Prénom, Nom : Denis Merville, Qualité : Président <i>Signature</i>	Prénom, Nom Qualité <i>Signature</i>

A. Vérifier l'état du canister



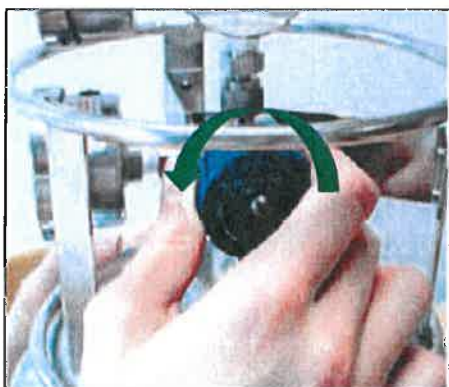
- Vérifier la date du dernier reconditionnement sur l'étiquette attachée au canister
- /!\ si la date est dépassée depuis plus d'4 mois, ne pas utiliser le canister sauf avis contraire.
- Vérifier que la vanne d'entrée est bien fermée.
- Pour les canisters équipés d'un manomètre, vérifier la pression interne du canister. Celle-ci doit être du même ordre de grandeur que celle indiquée sur l'étiquette.
- /!\ en cas de pression lue significativement supérieure à celle indiquée sur l'étiquette ($>+5''\text{Hg}$) ($1''\text{Hg}=25,4\text{ mmHg}=34\text{ mbar}$), ne pas utiliser le canister (fuite probable).

B. Ôter le bouchon d'entrée



- Normalement le bouchon de protection a été serré à la main.
- Si jamais vous éprouvez des difficultés pour ôter le bouchon, il vous faudra utiliser une clé de 15.

C. Ouvrir la vanne pour commencer le prélèvement



- Lors du prélèvement, vous devez « entendre » le canister se remplir.
- Le prélèvement ne prend que quelques secondes.
- A la fin du prélèvement, fermez la vanne.
- /!\ à la fin du prélèvement, pour les canisters équipés d'un manomètre, la pression lue doit être proche de 0 (pression dans canister=pression atmosphérique).

D. Fermer et reboucher le canister



- Reboucher délicatement l'entrée d'air sur le canister à l'aide l'écrou. Serrer à la main

E. Renseigner l'étiquette attachée sur le canister



- Indiquer la date, l'heure et le lieu du prélèvement.
- Indiquer également sur la ligne « commentaires », toutes informations permettant de préciser les conditions du prélèvement (informations relatives aux espèces chimiques présentes, odeurs perçues, ...)

N°2017-BCA-63

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE MISE EN ŒUVRE DE LA JOURNEE DEFENSE ET
CITOYENNETE AU CIS DE GOURNAY EN BRAY**

Le 06 septembre 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 août 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Dans le cadre de l'organisation de la journée défense et citoyenneté (JDC) du 12 septembre 2017 au Centre d'incendie et de secours de Gournay en Bray, en partenariat avec le Centre de service national de Rouen, une convention de mise en œuvre et de mise à disposition des locaux par le service est proposée.

Il convient d'approuver les termes de cette convention et d'autoriser le président à la signer, ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*
* *

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



CONVENTION POUR LE SITE JDC « CIS Gournay-en-Bray »

*Convention relative à la mise à disposition des locaux et à la fourniture des prestations de soutien logistique pour la session défense et citoyenneté du **mardi 12 septembre 2017** sur le site du **CIS Gournay-en-Bray***

Entre les soussignés,

- ✓ Monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'Administration du Services départemental d'incendie et de secours de Seine Maritime.
- et
- ✓ M.Henri-Michel DARNANVILLE chef du centre du service national de Rouen

il a été convenu ce qui suit :

OBJET

Le présent document a pour objet de fixer les modalités de mise en œuvre de la journée défense et citoyenneté (JDC) se déroulant sur le site du « CIS Gournay-en-Bray » le 12 septembre 2017.

Cette convention fixe les caractéristiques du site et désigne nominativement son représentant.

L'article 1 ci-après vaut fiche de site.

ARTICLE 1 – MOYENS MIS A DISPOSITION

Le Sdis 76 met le CIS de Gournay-en-Bray à disposition (du ministère de la défense) pour la durée de la session ainsi que les moyens désignés ci-après :

1.1 – LOCAUX

Description détaillée des locaux d'accueil et de déroulement des modules, ainsi que leur emplacement dans l'emprise immobilière :

- Un espace où se déroulera la présentation des modules réglementaires liés à la JDC (remise véhicule lourds),
- Un espace dédié au personnel pour les formalités administratives et les entretiens des jeunes détectés en difficultés de lecture (salle de formation au 1^{er} étage)
- Un espace restauration (remise véhicule lourds)

1.2 – REPRÉSENTANT DU CHEF DE SITE

Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Seine Maritime désigne comme interlocuteur du CSN de Rouen, le Lieutenant Laurent GRUMETZ, chef du CIS Gournay-en-Bray.

1.3 – ACCUEIL HANDICAPES

(mention des possibilités d'accueil des handicapés). Néant en cas d'absence.

1.4 – MATÉRIELS

Tables, chaises et prises électriques

1.5 – TRANSPORT

Les modalités de mise à disposition des moyens de transport sont détaillées dans une « convention pour le transport des administrés convoqués à la journée défense et citoyenneté »

1.6 – COLLATION ET REPAS

La collation (viennoiseries, jus de fruits, eau) est à la charge du CSN de Rouen. Le café et le repas sont à la charge du sdis76.

Les horaires de la collation et du repas sont respectivement à 8h45 et à 12h05

Les modalités, autres que les horaires précités, sont détaillées dans la « convention relative à l'alimentation sur le site des participants à la journée défense et citoyenneté ».

1.7 – SANTÉ

La permanence médicale est assurée par un médecin de garde dans les conditions ci-après :

- SAMU(15)
- Hôpital de Gournay 30 av de la 1ere armée française 76220 Gournay-en-Bray 02.32.89.90.60

1.8 MODALITES PARTICULIERES

1.8.1 Mise à disposition des locaux

Une visite des locaux mis à disposition aura lieu à l'arrivée et au départ avec le chef de session en présence du chef du CIS Gournay-en-Bray.

Toute dégradation ou disparition de matériel sera à la charge du CSN.

1.8.2 Mouvements dans la salle

L'ensemble des participants devra demeurer dans les locaux alloués et devra être **accompagné jusqu'au toilettes**.

1.8.3 Alarme et sécurité

L'autorité mettant les locaux à disposition garantit que leur entretien général permet leur utilisation pour les sessions des journées défense et citoyenneté.

En cas d'alarme sécurité, l'ensemble des personnes extérieures rallie la sortie immédiatement conformément au plan en vigueur.

ARTICLE 2 – PLANIFICATION DES ACTIVITES

2.1 – ACCUEIL DU PERSONNEL EXTERIEUR

Personnel d'encadrement (équipe SN plus intervenants)

Personnel appelé : 40

Autres personnes autorisées : Elus ; Presse

ARTICLE 3 – SÉCURITÉ ET RESPONSABILITÉ

3.1 – GÉNÉRALITÉS

Le chef de site est l'autorité militaire ou civile désignée dans le plan général d'abonnement pour accueillir des sessions JDC. Il est chargé du respect des lois et des règlements à l'intérieur du site sur lequel se déroule la session dans la mesure de ses moyens. Il est notamment chargé de la mise en œuvre des mesures permettant une utilisation du site conforme aux conditions figurant au présent accord.

Les appelés qui participent à la JDC sont placés sous la responsabilité de l'Etat pendant toute la durée de la session et sont soumis aux obligations des articles R.* 112-10 et R.* 112-15 du code du service national.

Les responsabilités du chef de site et de l'équipe d'encadrement du service national sont détaillées dans l'instruction n° 2000/DEF/SGA/DSN/SDDC/BR relative à l'organisation et à la mise en œuvre de la journée défense et citoyenneté.

Le chef du CSN de Rouen déclare avoir reçu du CIS Gournay-en-Bray, au moment de l'état des lieux initial, toutes les informations relatives à l'organisation de la sécurité de la JDC dans les locaux mis à sa disposition :

- effectif maximum admis ;
- moyens d'alarme et de lutte incendie ;
- moyens d'évacuation, moyens d'alerte.

3.2 – MODALITÉS

(préciser l'organisation du contrôle d'identité)

Le contrôle d'identité de chaque participant se déroulera à l'arrivée au niveau de la remise véhicules lourds.

ARTICLE 4 – VALIDITE DU DOCUMENT

Toute modification fera l'objet d'un avenant.

Chaque avenant devra également faire l'objet d'une décision de validation du CSN de Rouen

ARTICLE 5– RECOURS

Les litiges sont traités, d'une part, par la direction du service national et, d'autre part, par l'autorité militaire territorialement compétente.

Le présent document a été établi en deux exemplaires originaux le

Pour le Président,
Et par délégation,
Le directeur Départemental

M. Henri-Michel DARNANVILLE
chef du centre du service national de Rouen

Colonel hors-classe Jean-Yves LAGALLE

N°2017-BCA-64

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**DECLARATION CNIL
SYSTEME DE POINTAGE**

Le 06 septembre 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 août 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis76) a recours à des moyens informatiques pour gérer, collecter et conserver des informations relatives à son personnel notamment dans le cadre de l'acquisition récente d'un logiciel de pointage.

L'utilisation du logiciel de pointage, Octime, se fera par l'ensemble des personnels administratifs, techniques et spécialisés ainsi que les sapeurs-pompiers professionnels en services hors rang.

Ce logiciel permet la gestion des horaires, du temps de présence et des congés et son accès se fait par identifiant et mot de passe individualisé.

L'utilisation du logiciel par les agents hors validateurs se fera uniquement à titre consultatif à l'exception d'une demande de congés soumis à approbation.

L'accès à ces données par les agents du Sdis 76 nécessite aux termes de la loi informatique et liberté n°78-17 du 06 janvier 1978 modifiée, une déclaration simplifiée NS-42 à la Commission Nationale de l'Information et des Libertés (CNIL).

Aussi, je vous demande de bien vouloir autoriser le président à entreprendre les démarches et les actes rendus nécessaires pour procéder aux déclarations auprès de la CNIL.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.



Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

N°2017-BCA-65

- Membres théoriques :

5

- Membres en exercice :

5

- Membres présents :

3

- Votants :

3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

DONS D'EFFETS D'HABILLEMENT AU SECOURS POPULAIRE

Le 06 septembre 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 août 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Le Service départemental d'incendie et de secours de Seine-Maritime (Sdis 76) a été sollicité par l'antenne de Rouen du Secours populaire français, association reconnue d'utilité publique pour la récupération d'effets habillement ou chaussures qui peuvent encore être utilisés, au vu de l'affluence des demandes d'aides qui se sont accrues de 25 % en 2016 et qui continuent à augmenter.

Dans le cadre de départs d'agents, le Sdis 76 récupère des effets qu'il ne peut redistribuer.

Aussi, le Sdis peut fournir ces quelques effets à l'association, au lieu de les jeter, en enlevant les marquages Sdis. Il s'agit notamment :

- de chaussures de sport déjà utilisés,
- de pantalons de sport sans marquage,
- de chemises F1 sans marquage,
- de ceintures à boucle.

Le nombre d'effets correspondra à la valeur d'un carton de temps en temps qui sera déposé au secours populaire de Rouen situé au 17 ter, rue Louis Poterat - 76100 ROUEN.

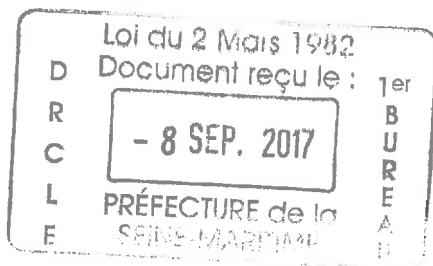
Au regard des éléments présentés, il vous est proposé de donner une suite favorable à cette demande.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



N°2017-BCA-66

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

SORTIE DE L'ACTIF – VENTE DE MATERIELS

Le 06 septembre 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 août 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Il vous est proposé de sortir du patrimoine du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime les matériels énoncés ci-dessous.

Ces matériels seront pour l'essentiel mis en vente en ligne sur le site internet de la société Agora store.

MATERIEL DIVERS

N° Inventaire comptable	Année	Article budgétaire	Matériel	Fournisseur	Prix d'achat unitaire	Mise à prix
20110000000 58	2011	2183	Imprimante Lexmark E460DN	UGAP	120.65 €	10 €
20120000000 63	2012	2183	PC HP 6005 Pro SFF	UGAP	539.00 €	50 €
20100000000 05	2010	2183	Imprimante Lexmark E460DN	UGAP	106.85 €	10 €
20110000000 58	2011	2183	Imprimante Lexmark E460DN	UGAP	120.65 €	10 €
20070000000 56	2007	21562	Groupe hydraulique moteur électrique *	GIMAEX	4 066.40 €	300 €
91081	1990	2144	Echelle à coulisse 2 plans 6.89 M	?	?	20 €

*Matériel hors d'usage vendu pour pièces

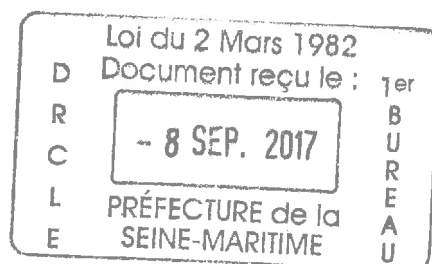
N° Inventaire comptable	Année	Article budgétaire	Matériel	Fournisseur	Prix d'achat unitaire	Mise à prix
93393	1993	2144	2 Echelles 2 plans 3.77 M	CENTAUR E	103.27 €	20 €
4745	2002	2144	1 Echelle 2 plans 8.20 M	DESCOUR S ET CABAUD	292.75 €	35 €
4746	2002	2144	1 Echelle 2 plans 8.20 M	DESCOUR S ET CABAUD	292.75 €	35 €
20120000000 18	2012	21562	3 Echelles 2 plans 6.80 M	ECHELLE 76	363.58 €	35 €

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



N°2017-BCA-67

- Membres théoriques :

5

- Membres en exercice :

5

- Membres présents :

3

- Votants :

2

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CENTRE D'INCENDIE ET DE SECOURS DE DUCLAIR –
POINT D'ETAPE**

Le 06 septembre 2017, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 août 2017, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

L'application, au 1^{er} janvier 2000, de la loi n°96-369 du 03 mai 1996, a conféré au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) la reprise à sa charge des biens immobiliers affectés au fonctionnement des corps communaux ou intercommunaux de sapeurs-pompiers.

Concernant le corps des sapeurs-pompiers de Duclair, les locaux affectés à la caserne étaient loués par la commune à un bailleur social, l'entreprise sociale pour l'habitat (SA d'HLM) Logéal Immobilière. Le Sdis 76 a depuis le 02 janvier 2000 repris à son nom le bail locatif du Centre d'incendie et de secours (Cis) avec un loyer annuel de 12 855 € TTC.

Le Cis, se compose d'une surface totale de 466 m² située au RdC d'un immeuble locatif, construit en 1983. Le Cis est exigu et vieillissant et Logéal, propriétaire de ce bâtiment, a proposé au Sdis l'aménagement une surface complémentaire d'environ 180 m² (en RdC haut, contigus aux remises) dans le cadre d'une opération de réhabilitation de l'immeuble.

Les surfaces à aménager pour répondre aux besoins du centre sont les suivantes :

- *aménagement d'un standard au rez-de-chaussée avec vue sur remises,*
- *création de vestiaires hommes séparés du vestiaire JSP,*
- *intégration de vestiaires femmes plus adaptés aux effectifs,*
- *création du bureau du chef de centre et adjoint, création d'une tisanerie...*

Logéal, en tant que propriétaire et maître d'ouvrage sur l'opération de réhabilitation de l'immeuble, a proposé de prendre à sa charge l'aménagement de ces surfaces.

Les travaux de réhabilitation étaient initialement envisagés sur le premier trimestre 2016 jusqu'à fin 2017. Le Sdis a à plusieurs reprises échangé avec Logéal quant à un montage juridique et financier avec une maîtrise d'ouvrage privée puis une vente au Sdis 76.

La proposition financière de Logéal est résumée comme suit :

- *soit une vente en l'état (Cis et 4 logements) à 302 179 €,*
- ***soit une vente avec locaux réhabilités (Cis et 4 logements) à 673 651 €,***
- *soit une solution médiane avec pour les 4 logements, une location à 3 132 € de loyer.*

Cette option a à l'époque reçue un écho favorable du service qui l'a signifié à la société par courrier du directeur départemental en date du 1^{er} décembre 2015.

A ce stade du projet, il faut souligner que l'opération d'extension et de réhabilitation n'a fait l'objet d'aucune inscription au titre de la politique immobilière de l'établissement, ni d'aucune ouverture d'autorisation de programme. Les instances de gestion du service n'ont de plus, pas été consultées à ce sujet dans le cadre de la démarche engagée auprès du bailleur.

Aussi, l'opération telle qu'entamée et envisagée est donc dénuée de base légale, d'autorisation de programme ouverte et ne figure pas au titre de la politique immobilière du Sdis 76.

*

* *

Récemment, la société Logéal a informé le Sdis qu'elle a pris du retard dans les études de maîtrise d'œuvre reportant ainsi le démarrage des travaux au 1^{er} trimestre 2018. Logéal a signifié au Sdis être en cours de finalisation du DCE pour un lancement des consultations des entreprises à compter de septembre 2017.

Parallèlement à cette situation, le contexte budgétaire du Sdis 76 s'est fortement dégradé. De plus, plusieurs facteurs conduisent le service à revoir sa position et à se questionner sur la pérennité du projet dans ces conditions. Les facteurs peuvent être résumés comme suit :

- *l'évolution de la couverture opérationnelle,*
- *le coût de la cession et complexité du montage juridique ; la vente résultera d'une division en volumes avec la mise en place d'un certain nombre de servitudes (passage etc...),*
- *les difficultés à venir liées aux nuisances génératrices de tension et de difficultés dans la cohabitation avec des locaux à usage d'habitation,*
- *le manque de parkings pour accueillir les sapeurs-pompiers,*
- *l'accès direct sur la voie publique qui pose le problème de la sécurité des abords,*
- *l'absence d'une aire de manœuvre qui oblige les sapeurs-pompiers à sortir du Cis pour s'entraîner.*

Aussi, l'établissement a souhaité envisager d'autres possibilités (*bail emphytéotique administratif, intégration à la nouvelle politique immobilière, financement propre du Sdis...*) aux fins de construction d'un nouveau Cis. Les services du Sdis 76 examinent actuellement le meilleur portage économique et juridique pour cette opération.

À cet effet, des contacts ont récemment été pris avec le maire de Duclair qui s'est montré très intéressé par l'implantation d'un nouveau Cis et a évoqué la possibilité de céder gracieusement un terrain au profit du Sdis 76. Cette cession permettrait au service de disposer de foncier en propre et d'envisager une implantation répondant aux contraintes du Cis.

Cependant, il ne faudra pas occulter que si le Sdis opte pour un changement de stratégie immobilière sur ce dossier, Logéal sollicitera très probablement une compensation financière des études déjà menées.

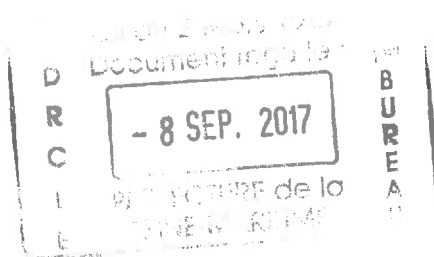
Au regard des évolutions et des contraintes que connaît ce dossier depuis ces derniers mois, il vous est proposé d'autoriser le président à entreprendre les démarches et à prendre tous les actes nécessaires auprès :

- *de Logéal Immobilière afin de clore l'opération en cours,*
- *du maire de DUCLAIR pour l'acquisition du terrain nécessaire à l'implantation d'un nouveau Cis.*

Il vous est également proposé d'autoriser le président à entreprendre les démarches et à prendre tous les actes nécessaires dans le cadre de l'étude du montage technique, financier et juridique adéquat.

*
* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent ce dossier par deux voix pour et une abstention.



Le président du conseil d'administration,

André GAUTIER